

Année 1978

Thèse N° 46

THÈSE

présentée

à l'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD de LYON
(médecine-pharmacie)

et soutenue publiquement le 9 Juin 1978,
pour obtenir le grade de Docteur-Vétérinaire

par

Anne-Marie PIC (épouse RÈME)
née le 15 Septembre 1954, à MONTÉLIMAR

CONSÉQUENCES ET ANALYSE DE LA SÉCHERESSE DE 1976 SUR LES PRODUCTIONS ANIMALES dans le Département de la Drôme

Examineurs de la Thèse

Président : **M. J. COUDERT**, Professeur de la Faculté de Médecine de LYON

1^{er} Assesseur : **M. FONTAINE**, Professeur de l'Ecole Nationale Vétérinaire de LYON

2^{eme} Assesseur : **M. JEAN-BLAIN**, Professeur de l'Ecole Nationale Vétérinaire de LYON



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554219_0008

Année 1978

Thèse N°

THÈSE

présentée

à l'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD de LYON
(médecine-pharmacie)

et soutenue publiquement le 9 Juin 1978,
pour obtenir le grade de Docteur-Vétérinaire

par

Anne-Marie PIC (épouse RÈME)
née le 15 Septembre 1954, à MONTÉLIMAR

CONSÉQUENCES ET ANALYSE DE LA SÉCHERESSE DE 1976 SUR LES PRODUCTIONS ANIMALES dans le Département de la Drôme

Examineurs de la Thèse

Président : **M. J. COUDERT**, Professeur de la Faculté de Médecine de LYON

1^{er} Assesseur : **M. FONTAINE**, Professeur de l'Ecole Nationale Vétérinaire de LYON

2^{eme} Assesseur : **M. JEAN-BLAIN**, Professeur de l'Ecole Nationale Vétérinaire de LYON

THÈSE

présentée

à l'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD de LYON
(médecine-vétérinaire)

et soutenue publiquement le 6 Juin 1978
pour obtenir le grade de Docteur-Vétérinaire

par
Anne-Marie PIC (épouse REAU)
née le 13 septembre 1954 à MONTMILAN

CONSEQUENCES ET ANALYSE DE LA SÈCHESSE DE 1976 SUR LES PRODUCTIONS ANIMALES dans le Département de la Drôme



Président du Jury

Président : M. J. COUDERT, Docteur ès Sciences de la Vie
Rapporteur : M. MONTAUDO, Docteur ès Sciences de la Vie
Rapporteur : M. JEAN-GERAIN, Docteur ès Sciences de la Vie

PERSONNEL ENSEIGNANT

DE

L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

DIRECTEUR..... Monsieur le Professeur FROGET

DIRECTEURS HONORAIRES..... Messieurs les Professeurs TAPERNOUX - FLORIO

PROFESSEURS

- | | |
|--|--------------|
| 1° - Pharmacie et Toxicologie..... | M. LORGUE |
| 2° - Anatomie descriptive - Extérieur - Anatomie appliquée. | M. BARONE |
| 3° - Physiologie - Thérapeutique - Pharmacodynamie..... | M. BOST |
| 4° - Histologie - Embryologie - Anatomie pathologique..... | M. TISSEUR |
| 5° - Hygiène et Industrie des Aliments d'Origine animale... | M. FLACHAT |
| 6° - Parasitologie et Maladies parasitaires..... | M. EUZEBY |
| 7° - Pathologie médicale des Equidés et des Carnivores -
Législation Vétérinaire..... | M. FONTAINE |
| 8° - Pathologie médicale du Bétail et des Animaux de
Basse-Cour..... | M. COTTEREAU |
| 9° - Technique chirurgicale - Pathologie chirurgicale..... | M. COULON |
| 10° - Obstétrique - Pathologie de la Reproduction..... | M. BERTRAND |
| 11° - Pathologie générale - Microbiologie - Immunologie..... | M. OUDAR |
| 12° - Ethnologie - Zootechnie - Economie rurale..... | M. FROGET |
| 13° - Botanique appliquée - Agronomie - Alimentation..... | M. WOLTER |
| 14° - Physique et Chimie biologiques et médicales..... | |
| 15° - Maladies contagieuses - Zoonoses - Législation sanitaire | M. JOUBERT |

PROFESSEURS SANS CHAIRE

- MM CHANTEGRELET - DELATOUR - DESCHANEL - JEAN-BLAIN - LAPRAS -
LE NIHOUANEN

MAITRES DE CONFERENCES

- MM BOIVIN - GASTELLU - MOUTHON

MAITRE ASSISTANT AGREGÉ

- M. PRAVE

MAITRES ASSISTANTS

- Mmes CHAUVE - RACHAIL
- Melle LAVAL
- MM FRANCK - FAU - GARNIER - GEVREY - GOUY - KECK - LABE - LEGEAY -
RICHARD

ASSISTANTS

- Mme SIMONET
- Melles COURSAT - FLEURY -
- MM BELLI - BEZEAUD - CHEVRIER - DEGUELLE - DEMONT - DESCOTES - EUZEBY -
GENIN - MOREAU - NEYRET - PERROTIN - SOTTIAUX

EXAMINATEURS DE LA THESE

- PRESIDENT : M. le Professeur COUDERT de la Faculté de Médecine
PREMIER ASSESSEUR : M. le Professeur FONTAINE de l'Ecole Nationale Vétérinaire
DEUXIEME ASSESSEUR : M. le Professeur JEAN-BLAIN de l'Ecole Nationale Vétérinaire

L'UNIVERSITE Claude BERNARD (Médecine-Pharmacie) de LYON et l'Ecole Nationale Vétérinaire de LYON déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.

à *Monsieur le Professeur COUDERT,*
Professeur à la Faculté de Médecine de LYON

qui a bien voulu nous faire l'honneur de présider
notre Jury de Thèse

à *Monsieur le Professeur FONTAINE,*
Professeur à l'Ecole Nationale Vétérinaire de LYON

qui a bien voulu guider l'élaboration de cette thèse

à *Monsieur le Professeur JEAN-BLAIN,*
Professeur à l'Ecole Nationale Vétérinaire de LYON

qui a aimablement accepté de faire partie de
notre Jury de Thèse

A mon mari,

A mes parents,

	pages
PLAN - SOMMAIRE	5
INTRODUCTION	8

I - LES CONDITIONS CLIMATIQUES EN 1976	10

A - <u>PLUVIOMETRIE</u>	10
1°) - En France	10
2°) - Dans la Drôme	11
B - <u>TEMPERATURE</u>	12
1°) - En France	12
2°) - Dans la Drôme	12
C - <u>LES VENTS</u>	13
D - <u>INCIDENCES SUR LES ECOULEMENTS</u>	13
1°) - En France	13
2°) - Dans la Drôme	14
E - <u>INCIDENCE SUR LA RESSOURCE EN EAU DU SOL</u>	15
F - <u>EVAPOTRANSPIRATION POTENTIELLE</u>	16
Evaluation de la sécheresse par les méthodes des bilans hydriques des sols :	
1°) - En France	16
2°) - Dans la Drôme	16
II - <u>LA PRODUCTION AGRICOLE DE LA DROME</u>	17
<u>Sa situation dans la Région Rhône-Alpes</u>	
A - <u>LES HOMMES</u>	27

B - LES MOYENS 27

1°) - Le sol et les productions végétales. 28

2°) - Irrigation 28

3°) - Cheptel vif et productions animales 28

III - CONSEQUENCES DE LA SECHERESSE SUR LES PRODUCTIONS ANIMALES. 33

A - EFFETS DE LA SECHERESSE SUR LES PRODUCTIONS ANIMALES. 33

1°) - La production laitière bovine. 33

2°) - La production de viande bovine : 35

a - Les conséquences sensu stricto

b - Les conséquences sur les marchés
(en amont et en aval)

3°) - La production laitière caprine 37

4°) - La production ovine. 37

5°) - Elevages hors-sol : 39

a - Aviculture

b - Porcin

B - EFFETS DE LA SECHERESSE SUR LES PRODUCTIONS VEGETALES
DESTINEES A L'ALIMENTATION ANIMALE. 40

1°) - Production fourragère. 40

2°) - Céréales 42

3°) - Bilan fourrager départemental. 46

IV - EXEMPLE D'EVALUATION DE LA PERTE FINANCIERE DUE A LA SECHERESSE
DANS UNE EXPLOITATION : UN G. A. E. C. de la Drôme 53

A - BESOINS ALIMENTAIRES. 53

B - COMPTE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 1975-1976 (pris
comme référence) 55

C - PARTICULARITES DE L'EXERCICE 1976-1977. 56

D - <u>MODIFICATIONS APPORTEES AU COMPTE D'EXPLOITATION 1976-1977</u> . .	56
1°) - Pour les agneaux	57
2°) - Pour les brebis	58
3°) - Ensemble du foin pour brebis et agneaux	59
4°) - Ensemble des céréales pour brebis et agneaux.	59
E - <u>DEFICIT DE LA CAMPAGNE 1976-1977</u>	60
- 1ère hypothèse	
- 2ème hypothèse	
F - <u>CONSEQUENCES DE LA SECHERESSE SUR CETTE EXPLOITATION</u>	61
V - <u>LES AIDES FINANCIERES AUX AGRICULTEURS VICTIMES DE LA SECHERESSE</u> . . .	63
A - <u>PRINCIPES GENERAUX</u>	63
B - <u>LES AIDES DANS LE DEPARTEMENT DE LA DROME.</u>	66
1°) - Principes	66
2°) - Chronologie	66
a - Secours d'urgence	
b - Aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse	
C - <u>FINANCEMENT DE L'AIDE</u>	68
D - <u>ANALYSE DES EFFETS ET DES CONSEQUENCES DE L'AIDE DE L'ETAT</u> . .	71
1°) - Efficacité de l'aide selon le type d'agriculture. . .	71
2°) - Conséquences sur l'agriculture.	74
a - Evolution de l'agriculture	
b - Action de la F. D. S. E. A.	
3°) - Conséquences politiques	76
CONCLUSIONS.	79
BIBLIOGRAPHIE	81

Le climat de l'année 1976 a été caractérisé par une exceptionnelle sécheresse qui s'est manifestée durant quatre mois.

L'année suivante, on observe au contraire un excès de précipitations.

Par exemple, il tombe, entre AOUT 1976 et MAI 1977, à MONTE LIMAR - Ville de la moyenne Vallée-du-Rhône - 1500 mm d'eau ; soit la pluviométrie de deux "années" normales.

Il pourrait paraître actuellement plus de saison d'écrire une thèse sur l'excès de pluie 1977. Pourtant, nous sommes étonnés qu'aucune organisation politique ou syndicale n'ait, en son temps, tiré la leçon de ce formidable événement qui a représenté la sécheresse 1976.

Il est vrai que beaucoup a été dit ; toutes les formations politiques, sociales et économiques se sont manifestées sur l'instant..... Les journaux débordaient d'analyses partielles et de prises de position contradictoires.

Puis, lentement, l'événement s'est transformé en mauvais souvenir, ce qui est habituel pour les catastrophes agricoles.

1976 ? "C'est l'année de l'IMPOT-SECHERESSE" vous répondront une majorité de Français. Ce n'est déjà plus que cela pour la plupart.

Pourtant, il nous semble que l'étude de ce phénomène aurait pu contribuer à l'analyse de la situation économique et politique des agriculteurs et des éleveurs (notamment à définir le rôle de leurs Organisations professionnelles comme la F. N. S. E. A.), ainsi qu'à l'appréciation de la vulnérabilité des méthodes actuelles de production agricole.

Nous avons axé notre étude plus particulièrement sur le Département de la Drôme que nous connaissons mieux : l'agriculture et les productions animales y sont d'importance moyenne, la sécheresse observée ainsi que les aides attribuées aux agriculteurs y furent aussi moyennes.

Dans une première partie, nous détaillerons les conditions climatiques durant l'année 1976 en France, puis, plus spécialement dans la Drôme.

Les productions agricoles de ce Département seront étudiées dans la deuxième partie, ainsi que sa situation dans la Région Rhône-Alpes.

Dans une troisième partie, nous apprécierons les conséquences de la sécheresse 1976 sur les productions animales dans la Drôme, conséquences directes et indirectes sur l'alimentation animale (céréales et fourrages). Pour cela, le bilan fourrager nous donnera des indications précises.

En avant dernière partie, nous montrerons les difficultés d'évaluation de la perte financière sur l'exploitation agricole due à la sécheresse, en prenant l'exemple d'un Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (G. A. E. C.) dans le Département de la Drôme.

Est-il seulement possible de calculer cette perte qui, seule, pour-

rait permettre l'évaluation de l'aide à apporter aux agriculteurs ?

Cette aide est-elle destinée à combler le déficit entraîné par la sécheresse ou - comme l'a suggéré, à l'époque, le Gouvernement - à permettre le maintien du revenu agricole ?

Dans une cinquième et dernière partie, nous étudierons les aides financières attribuées aux agriculteurs touchés par la sécheresse.

La décision, le financement et la distribution de ces aides nous semblent d'emblée appartenir à un contexte politique intéressant, selon nous, à analyser.

I - LES CONDITIONS CLIMATIQUES EN 1976

La sécheresse est évidemment liée à un déficit de pluie important que nous étudierons dans un premier temps, mais interviennent les températures relevées qui sont liées à l'insolation et les vents qui, dans cette Région de la Vallée-du-Rhône, ont participé activement à l'aggravation de la sécheresse.

Celle-ci et la canicule ont entraîné un abaissement des écoulements d'eau et une diminution de la ressource en eau des sols.

Enfin, l'évaluation de la sécheresse 1976 passe par les méthodes utilisant l'évapotranspiration potentielle et les bilans hydriques des sols.

A - PLUVIOMETRIE

1°) - EN FRANCE

L'année 1976 est caractérisée sur presque l'ensemble du territoire français par une sécheresse anormale.

L'éventualité d'une durée de retour d'une telle situation est, dans les Régions les plus touchées, d'ordre séculaire.

Pendant certains mois (DECEMBRE - JANVIER - MARS - MAI et surtout JUIN), on a recueilli des hauteurs de précipitations très faibles.

Cette succession de mois nettement déficitaire en pluie, entre DECEMBRE 1975 et AOUT 1976, associée à des séquences anormales de journées très chaudes, en JUIN et JUILLET, a donné un caractère particulièrement grave à cette sécheresse.

D'après un rapport établi par la Mission Interministérielle de l'Eau intitulé "LA SECHERESSE EN 1976", nous pouvons citer :

"Les conditions pluviométriques exceptionnelles qui se sont établies depuis DECEMBRE 1975 peuvent être rattachées à une anomalie persistante de la circulation générale atmosphérique au niveau du proche Atlantique et de l'Europe Occidentale : l'anticyclone des Açores s'est développé avec une importance et une fréquence inhabituelles en direction de la Grande Bretagne, constituant une véritable barrière rejetant le courant océanique perturbé vers la Scandinavie, puis l'Europe Centrale et Orientale.

Les conditions atmosphériques du Bassin Méditerranéen ont également été troublées.

Cette anomalie, pour importantes que furent ses répercussions en France, n'en reste pas moins un élément mineur à l'échelle de la circulation gé-

nérale planétaire.

On ne peut, d'autre part, l'associer à aucune fluctuation climatique de caractère persistant".

2°) - DANS LA DROME

Dans ce Département, le bilan des précipitations établi pour la période considérée permet de dégager plusieurs zones selon l'importance du déficit observé par rapport à une année normale (c'est-à-dire à la moyenne établie sur une période allant de 1951 à 1970).

Si l'on considère les déficits partiels, mois par mois, on observe que ceux-ci ne sont pas extrêmement élevés.

En revanche, nous pouvons noter que la situation de sécheresse s'est installée durant le premier trimestre 1976 (sauf dans le Vercors qui est une zone excédentaire en précipitations).

= A partir du mois de MARS 1976, on pouvait distinguer :

- une zone déficitaire (20 à 25 % de déficit) en pluie dans le Sud du Département, le Nyonsais et les Baronnies (Cf. cartes départementales donnant le découpage géographique et les régions agricoles),

- une zone très déficitaire (40 à 50 % de déficit) en pluie, correspondant à peu près au reste du Département à l'exception du Vercors : Nord du Département, Valloire, Galaure, Plaine de ROMANS, Diois, LUS-LA-CROIX-HAUTE, Vallée de la Drôme.

= Au mois de MAI 1976, nous nous trouvons face à une sécheresse généralisée. Il ne restait plus alors de Région excédentaire en précipitations.

Le déficit était de 25 à 30 % dans le tiers Sud du Département et atteignait 40 à 50 % ailleurs.

= En JUIN et début JUILLET, le déficit s'accroît jusqu'à 30 % dans le Vercors et le Nord du Diois.

Il varie dans le reste du Département entre 30 et 58 %, mais la Région la plus touchée est représentée par le Nord-Ouest du Département.

= En JUILLET 1976, quelques averses providentielles surviennent qui comblent, au cours de la deuxième quinzaine, une partie de cet important déficit.

Mais, celui-ci reste voisin de 45 % dans la zone comprise entre VALENCE et SAULCE et demeure entre 20 et 35 % ailleurs.

Si l'on compare le bilan des précipitations cumulées au cours de cette période JANVIER-JUILLET 1976 avec celui établi à pareille époque sur une période de 56 années, l'année 1976 se classe ainsi selon l'importance du déficit :

.../...

! DEFICIT CALCULE SUR LE !	CLASSEMENT DE 1976/56 années	FREQUENCE DE RETOUR ! ! D'UN TEL DEFICIT !
!	!	!
! 1er trimestre.....!	18ème position	! % ! 32 !
! Janvier à Avril.....!	17ème	! 30 !
! Janvier à Mai.....!	12ème	! 20 !
! Janvier à Juin.....!	8ème	! 14 !
! Janvier à Juillet.....!	6ème	! 11 !

La fréquence chute de 32 % à la fin du premier trimestre 1976 à 11 % à la fin juillet, ce qui montre bien que 1976 se caractérise davantage par le prolongement de ce déficit sur une longue période que par l'importance proprement dite de celui-ci.

Ce n'est donc pas une sécheresse nettement exceptionnelle, ce n'est pas une sécheresse d'ordre séculaire, mais ses effets en furent tout de même sensibles.

B - TEMPERATURES

1°) - EN FRANCE

Ces températures étant liées à l'insolation, elles évoluent en règle générale en sens inverse des précipitations.

Ainsi, dès le mois de JUIN, on notait des températures journalières moyennes supérieures à la moyenne générale établie sur une longue durée ; l'écart entre ces deux moyennes variant entre 3 et 4° C dans les Régions suivantes : Ouest de la France, Bretagne, Centre, Région Parisienne, Nord et Est de la France.

Cet écart s'est perpétué pendant les mois de JUILLET et AOUT.

De plus, du 22 JUIN au 13 JUILLET, s'est ajoutée à la faiblesse des précipitations une augmentation de la température de l'eau.

D'une façon générale, en France, les faibles précipitations durant l'été ne sont pas rares ; mais, en 1976 la conjonction de températures élevées et l'absence de pluies est exceptionnelle et mérite d'être soulignée.

2°) - DANS LA DROME

Selon le même principe, nous citons les écarts de l'année

1976 par rapport aux températures moyennes relevées dans ce Département :

! M O I S !	! ECART PAR RAPPORT A LA NORMALE !
! JANVIER.....! !	+ 1° !
! FEVRIER.....! !	+ 1,5° !
! MARS.....! !	- 1° !
! AVRIL.....! !	- 1,5° !
! MAI.....! !	+ 1° !
! JUIN.....! !	+ 1° !
! JUILLET.....! !	+ 2° !

Les températures de cette année-là montrent un excédent thermique à partir du mois de mai.

Il est intéressant de remarquer que les basses températures relevées en mars et avril ont pu provoquer un retard dans le départ de la végétation, notamment pour les productions fourragères, celle-ci se trouvant arrêtée par la suite, du fait de l'installation de la sécheresse.

Ce phénomène nous expliquerait le faible volume des premières coupes récoltées cette année-là.

C - LES VENTS

Dans cette Vallée orientée du Nord au Sud, les vents sont habituellement forts et à très nette dominance du Nord.

Ils ont contribué manifestement à l'accentuation des phénomènes.

L'orientation au Sud, qui intervient généralement de MARS à MAI, engendrant certaines précipitations, est restée cette année-là limitée au seul mois d'AVRIL.

D - INCIDENCE SUR LES ECOULEMENTS

1°) - EN FRANCE

Le déficit pluviométrique cumulé et la forte évaporation due

à la canicule et aux vents ont entraîné un abaissement sensible des débits des cours d'eau par rapport aux normales saisonnières sur la quasi-totalité du territoire français, à l'exception - peut-être - des Régions méditerranéennes.

La disparition précoce de la couverture neigeuse des montagnes a entraîné une réduction rapide du débit des torrents.

L'incidence de la sécheresse ne s'est pas fait sentir partout de façon uniforme.

Deux facteurs l'ont influencée :

= La géologie des bassins versants notamment l'importance de nappes qui alimentent en été les cours d'eau.

= Les pluies orageuses de JUILLET et d'AOUT.

Les petits cours d'eau, dont les bassins sont homogènes et d'étendue très limitée, ont été les plus sensibles à ces deux influences. Cela s'est traduit par une assez grande variation des déficits dans chaque Région.

Si les pluies de JUILLET et d'AOUT ont eu une influence très variable d'un cours d'eau à l'autre car elles concernaient des zones peu étendues, elles n'ont pratiquement pas participé à la recharge des nappes.

Les débits ont donc poursuivi partout leur décroissance dès que les pluies ont cessé et, très souvent, comme si elles ne s'étaient pas produites.

Les débits ont atteint, dans un grand nombre de cas, dès la fin JUILLET, les plus faibles valeurs relevées au cours des cinq aux dix dernières années, à la date d'étiage (SEPTEMBRE en général).

La comparaison avec les précédentes années déficitaires montre que, d'une manière générale, les écoulements ont été en 1976 beaucoup plus faibles qu'en 1964, se rapprochant et dépassant même pour certains cours d'eau les valeurs enregistrées durant l'année critique de 1949.

Les pluies du mois de SEPTEMBRE ont été heureusement suivies des pluies d'automne, ce qui a freiné la diminution des débits.

Les barrages n'ont été aussi qu'incomplètement remplis cette année.

Le niveau des nappes a diminué de façon constante pendant l'été 1976 et cette baisse s'est prolongée jusqu'à l'automne. Elle a été plus rapide que lors d'une année normale et n'a été inquiétante que pour les nappes peu importantes et fortement drainées par les cours d'eau.

2°) - DANS LA DROME

= COURS D'EAU :

La plupart des niveaux des cours d'eau et leur débit ont fortement baissé. En certains endroits même, les pompages répétés et in-

tensifs tout le long du cours de la rivière ou du ruisseau ont laissé craindre des assèchements presque totaux.

La situation fluviale de plein été a été atteinte dès la mi-juin.

= NAPPE PHREATIQUE :

Les niveaux de nappes n'ont pratiquement pas bougé jusqu'à la fin juin et les réserves sont restées peu préoccupantes.

En revanche, certains niveaux de puits ont fortement baissé et, du fait surtout des pompages fréquents, ont dû donner lieu à un ralentissement de la cadence d'extraction de l'eau.

Certains réseaux sous-pression par prudence ont pris quelques mesures de ralentissement.

= RESEAU D'IRRIGATION :

D'après un rapport de la Chambre d'Agriculture Drômoise de la mi-juin 1976 :

"Cette année, presque partout, on s'accorde à dire que le cubage plafond de 2000 m³ par hectare, généralement pris comme base de dépassement au-dessus de laquelle le prix de l'eau augmente considérablement, sera largement dépassé. Ceci pose le problème du paiement au prix fort d'une eau nécessaire à la culture, alors qu'initialement cette eau de dépassement devait être facturée de manière à limiter les abus.

Le problème est donc posé de savoir si les réseaux, vu le volume qu'ils vont passer, ne devraient pas faire des concessions".

E - INCIDENCE SUR LA RESSOURCE EN EAU DU SOL

Chaque année, durant l'été, la ressource en eau du sol qui profite aux plantes en général, sous l'effet conjugué de l'augmentation de la température et de la faible pluviosité, s'amenuise.

Au cours de l'été 1976, par suite du manque de pluie et d'une évapotranspiration accélérée due à un degré hygrométrique faible et des températures particulièrement élevées, le déficit d'approvisionnement théorique, calculé en adoptant l'hypothèse d'une réserve en eau du sol de 100 mm, s'est manifesté plus tôt que d'habitude.

Dès le mois de mai, le déficit de la réserve en eau du sol était très important, notamment dans les Régions au Nord de la Loire.

Ainsi, au moment où le développement de la végétation avait le plus grand besoin d'eau, la réserve en eau du sol s'est avérée insuffisante pour satisfaire les besoins.....d'où l'effet particulièrement néfaste sur l'agriculture.

Dans la Drôme, la réserve en eau du sol agricole est épuisée dès la fin du mois de juin avec près d'un mois d'avance.

F - EVAPOTRANSPIRATION POTENTIELLE - EVALUATION DE LA SECHERESSE 1976

PAR LES METHODES DES BILANS HYDRIQUES DES SOLS

1°) - SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

L'établissement de bilans hydriques des sols agricoles consiste à comparer par mois ou par décade :

- les précipitations,
- l'évapotranspiration potentielle (E. T. P.),
- la réserve en eau des sols cultivés,

à en déduire, ensuite, les excédents et les déficits (ou besoins en eau d'irrigation), puis à sommer ces dernières sur des périodes variées allant de quelques mois (cycle végétatif de telle ou telle culture) à l'année entière (prairie permanente).

L'intérêt majeur de cette méthode est qu'elle permet de nuancer les résultats d'une étude uniquement pluviométrique en intégrant le rôle régulateur de la réserve utile (ou R. F. U., appelée réserve facilement utilisable).

Or, celle-ci est variable quant à son maximum et plus ou moins réalimentée suivant le sol, la culture et la date de début du cycle de croissance du végétal considéré.

D'une façon générale, en 1976, il faut tout de même noter que la réserve était approvisionnée en fin d'hiver.

2°) - DANS LA DROME

Si l'on compare le bilan hydrique 1976 (calculé à partir de mesures d'évapotranspiration potentielle à la Station Météorologique d'ANCO-NE, dans la Plaine de MONTELMAR), avec une normale calculée sur la période allant de 1951 à 1970, on peut en déduire que l'écart à la normale s'est creusé dès la première décade de mai pour atteindre, fin mai, la valeur de 152 millimètres.

De plus, le déficit hydrique atteint, à la fin juillet, 346 millimètres, alors qu'il est, habituellement, de 340 millimètres à la fin du mois d'AOUT.

Donc, pour résumer la situation climatique pendant l'année 1976, nous retiendrons un important déficit pluviométrique étendu sur tout le début de l'année et durant tout l'été, aggravé par une insolation forte entraînant des températures élevées et par une prédominance du vent du Nord.

Tous ces facteurs entraînent une forte diminution des écoulements d'eau et de la ressource en eau du sol du Département.

II - LA PRODUCTION AGRICOLE DE LA DROME

SITUATION DANS LA REGION RHONE-ALPES

Il convient, avant de pouvoir apprécier les conséquences de la sécheresse, de dresser un bref tableau de la situation de l'agriculture drômoise dans la Région Rhône-Alpes (dont la Drôme fait partie) et plus généralement en France.

La Région Rhône-Alpes est une des plus vastes de France avec huit Départements dont une partie située en zone de montagne ; et la Drôme ne manque pas à cette règle.

Les structures de productions agricoles sont, dans l'ensemble, moins compétitives que la moyenne nationale pour les raisons suivantes :

- Une faible dimension moyenne des exploitations agricoles. D'après le recensement général agricole de 1970, l'exploitation moyenne Rhône-Alpes occupe 12 ha 30, contre 18 ha 95 de surface agricole utile pour la moyenne française.

- De la grande diversité de ses productions.

- Des conditions difficiles de l'agriculture de montagne.

- De l'importance relativement faible de l'agriculture par rapport aux autres activités de la Région.

CARTE DES DOMINANTES DE PRODUCTION

LÉGENDE

Valeur de la Production Laitière représentant plus de 65 % du
Produit Brut total

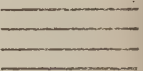


Valeur de la Production de Viande représentant plus de 65 % du
Produit Brut total



Valeur de la Production Laitière et de Viande représentant plus
de 65 % du Produit Brut total :

- avec dominance Lait



- avec dominance Viande



Valeur de la Production Laitière et de Viande représentant plus
de 40 % du Produit Brut total



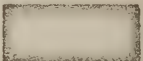
Valeur de la Production Viticole représentant plus de 50 % du
Produit Brut total



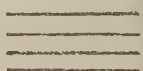
Valeur de la Production Viticole représentant plus de 30 % du
Produit Brut total



Valeur de la Production Fruitière représentant plus de 60 % du
Produit Brut total



Valeur de la Production Fruitière représentant plus de 30 % du
Produit Brut total



Valeur de la Production Fruitière et Viticole représentant plus de
50 % du Produit Brut total

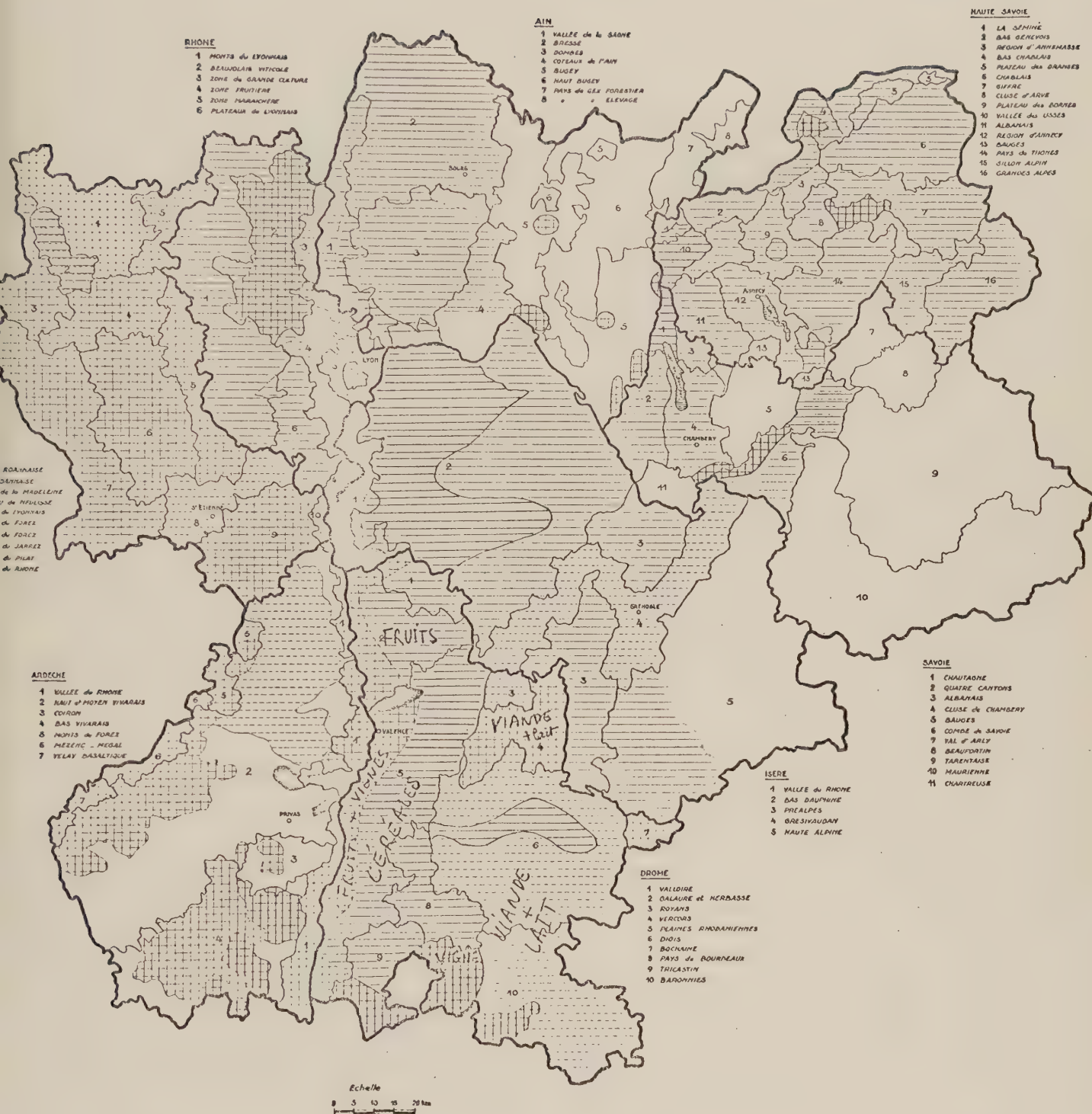


Valeur de la Production Céréalière représentant plus de 40 % du
Produit Brut total

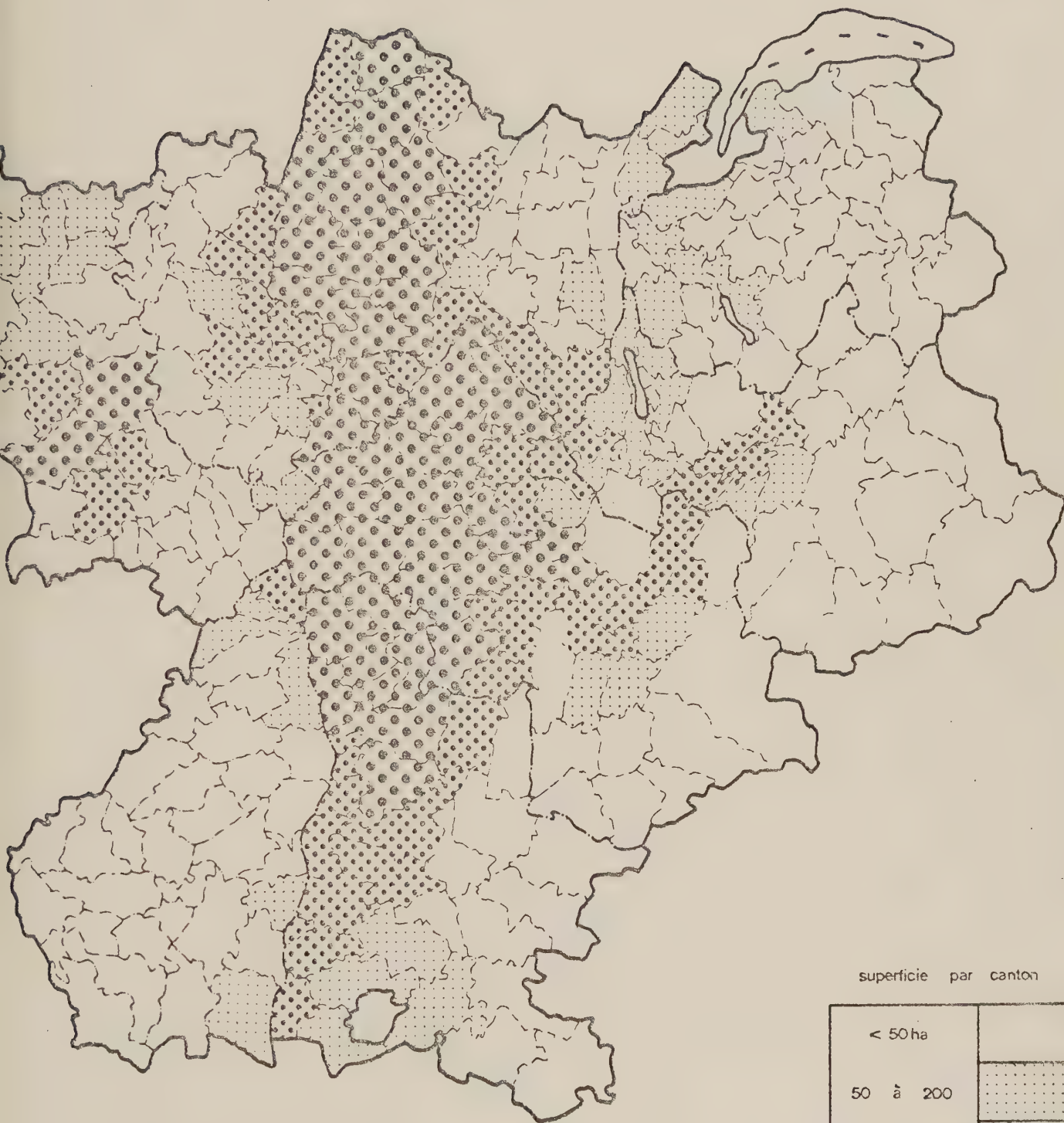


Valeur de la Production Maraîchère représentant plus de 50 % du
Produit Brut total

Les numéros portés sur la Carte correspondent à la liste des Régions naturelle
I. N. S. E. E. placée dans la marge pour chaque Département.



maïs : zones de production



superficie par canton

< 50 ha	
50 à 200	
200 à 1000	
> 1000 ha	

orge : zones de production

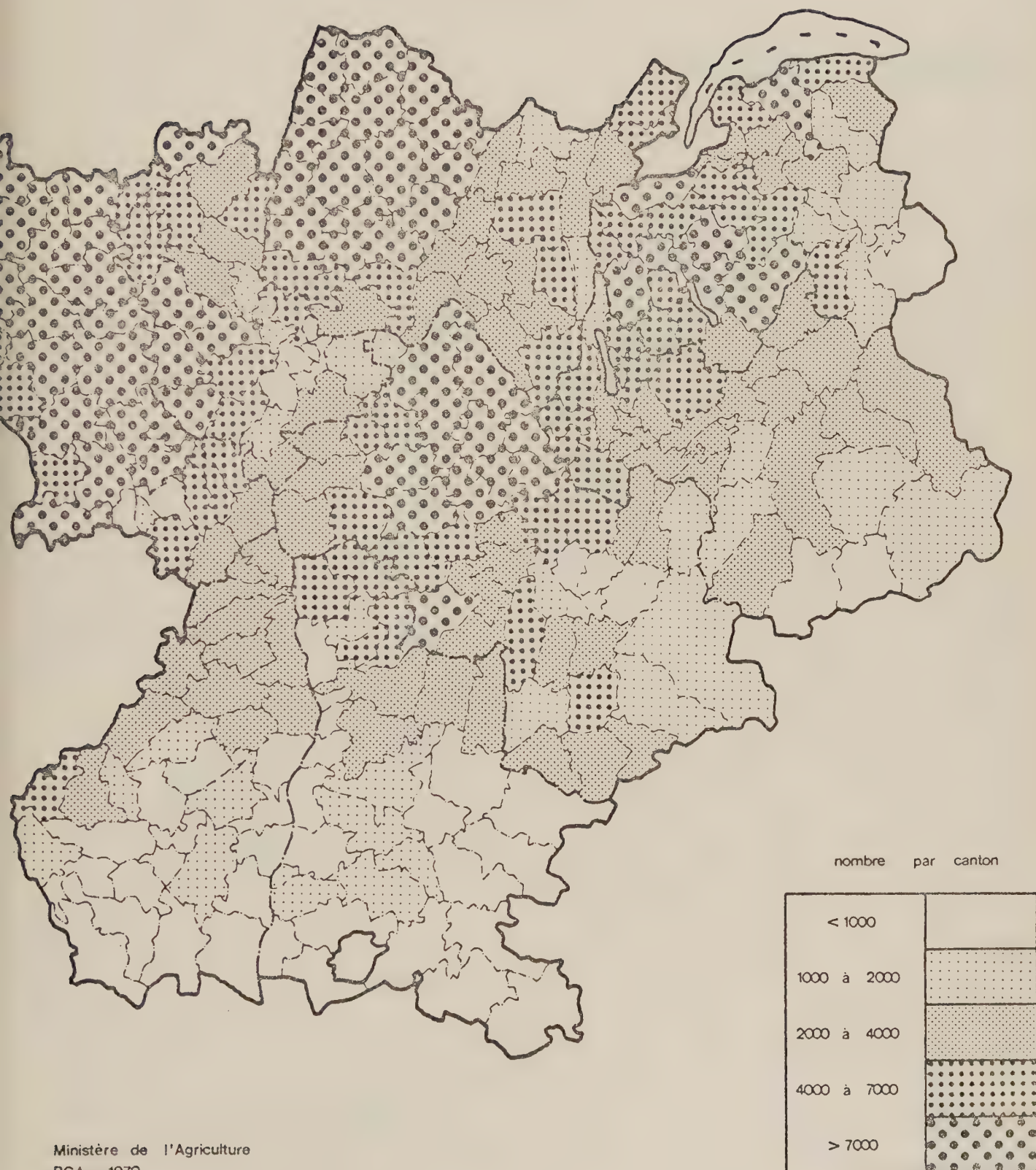


urces

Ministere de l'Agriculture
RGA 1970

.../...

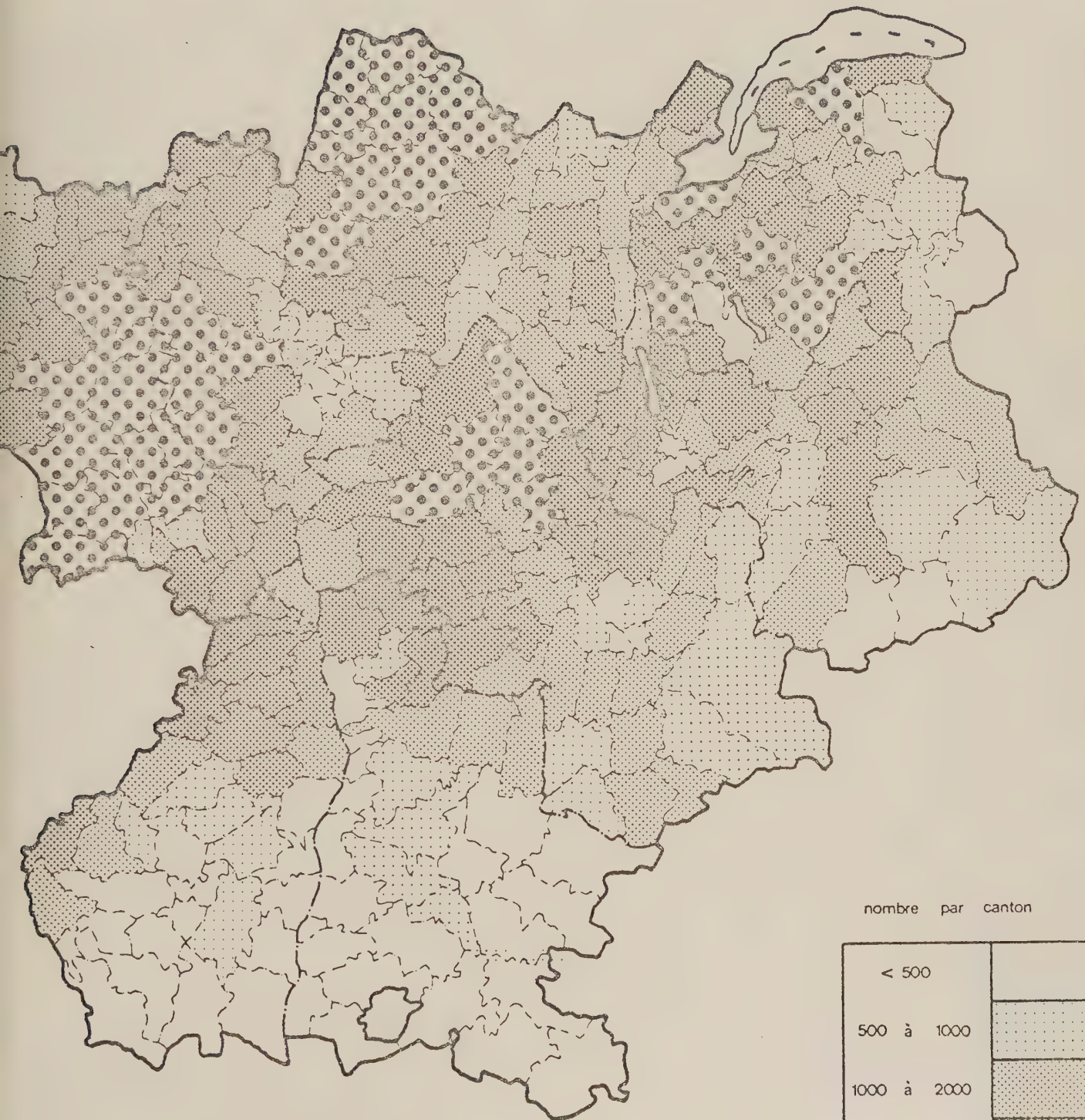
bovins



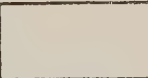
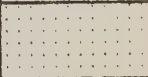
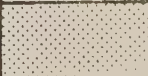
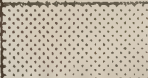
POUR LA REGION, LA DROME (sauf 1e Nord du Département) EST FAIBLE

PRODUCTRICE DE LAIT

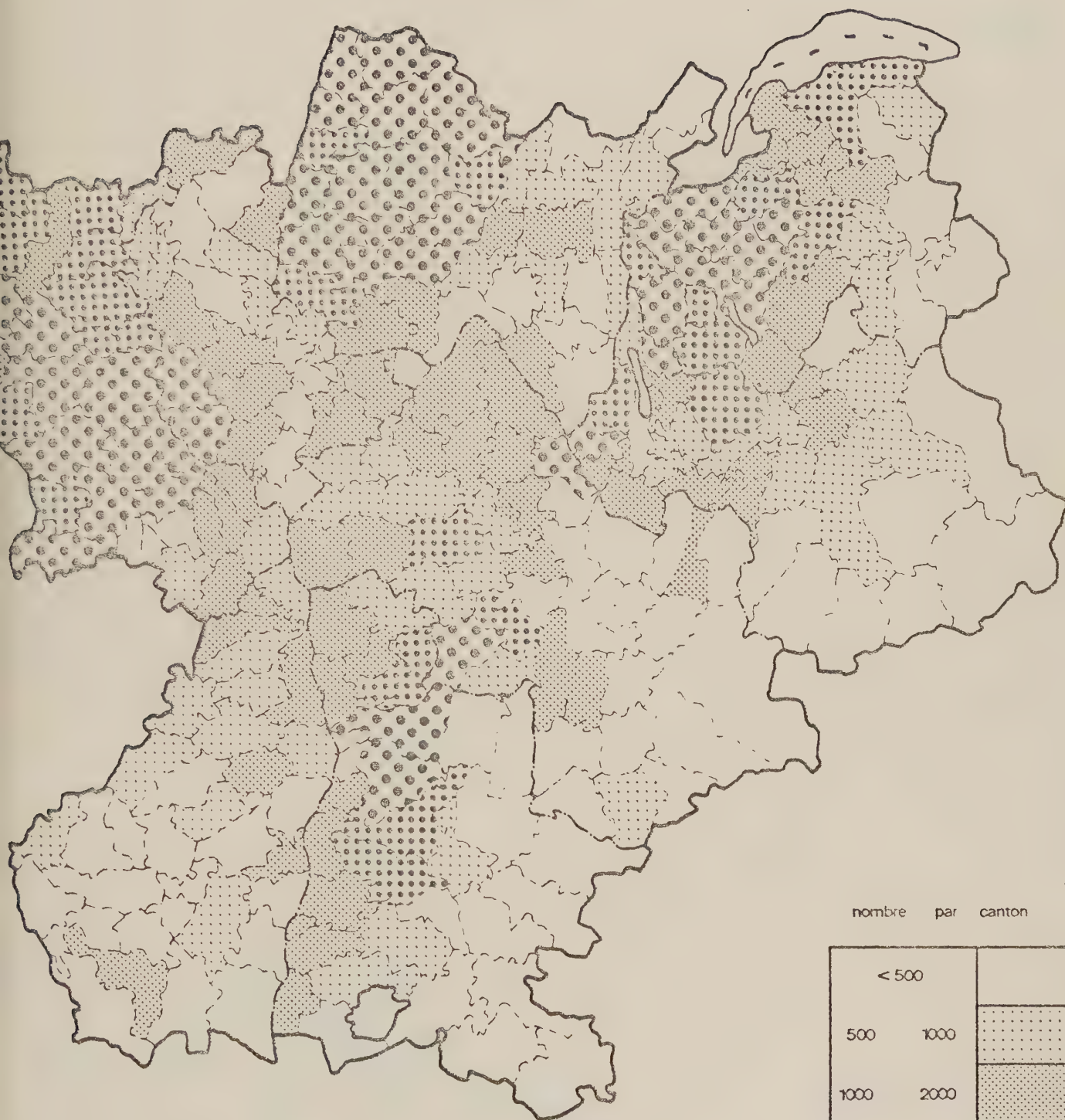
vaches laitières



nombre par canton

< 500	
500 à 1000	
1000 à 2000	
2000 à 4000	
> 4000	

porcins



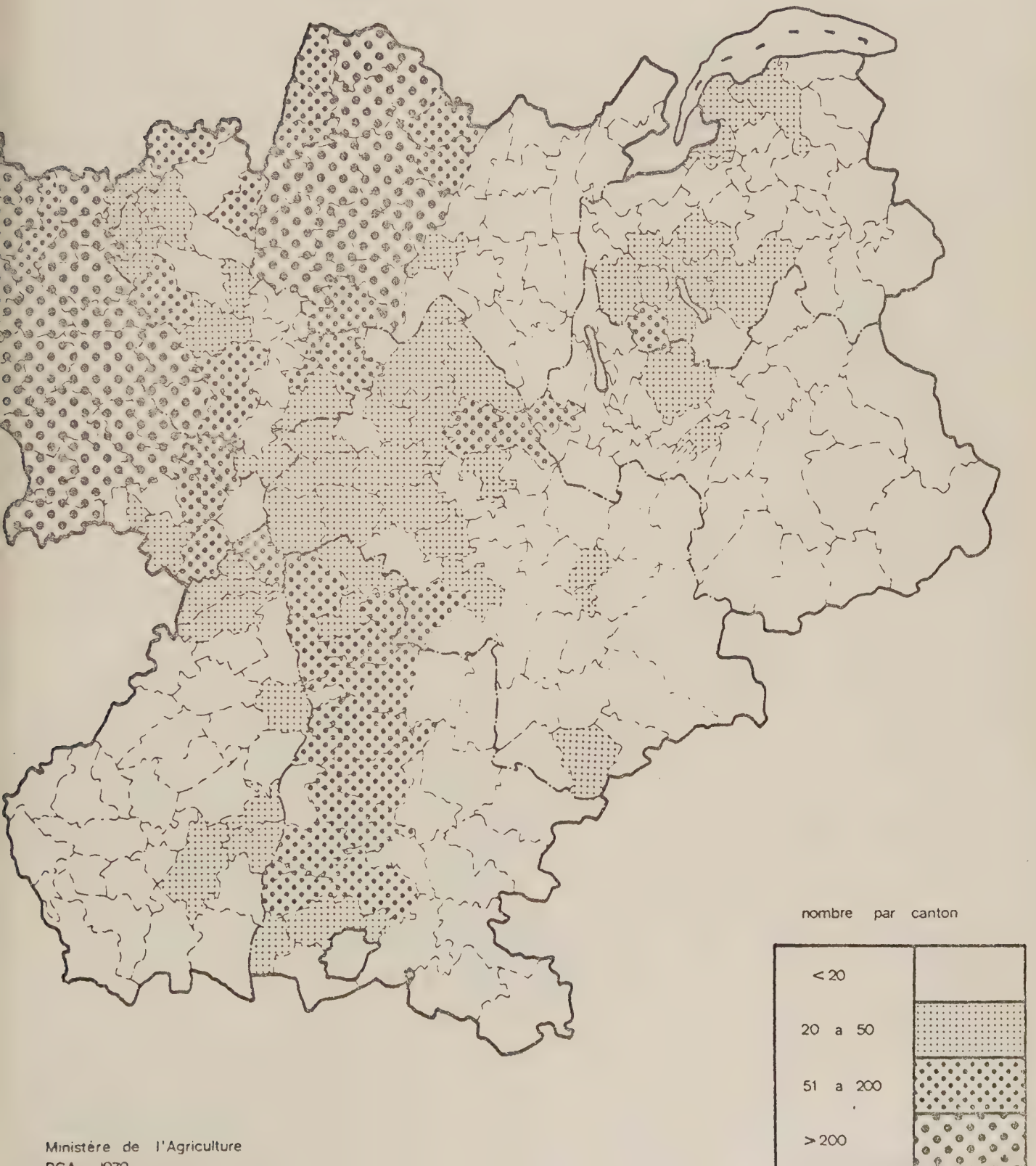
nombre par canton

< 500	
500 1000	
1000 2000	
2000 4000	
> 4000	

ICI, IMPORTANCE DE LA VALLEE-DU-RHONE - DONC DE LA DROME - POUR LA

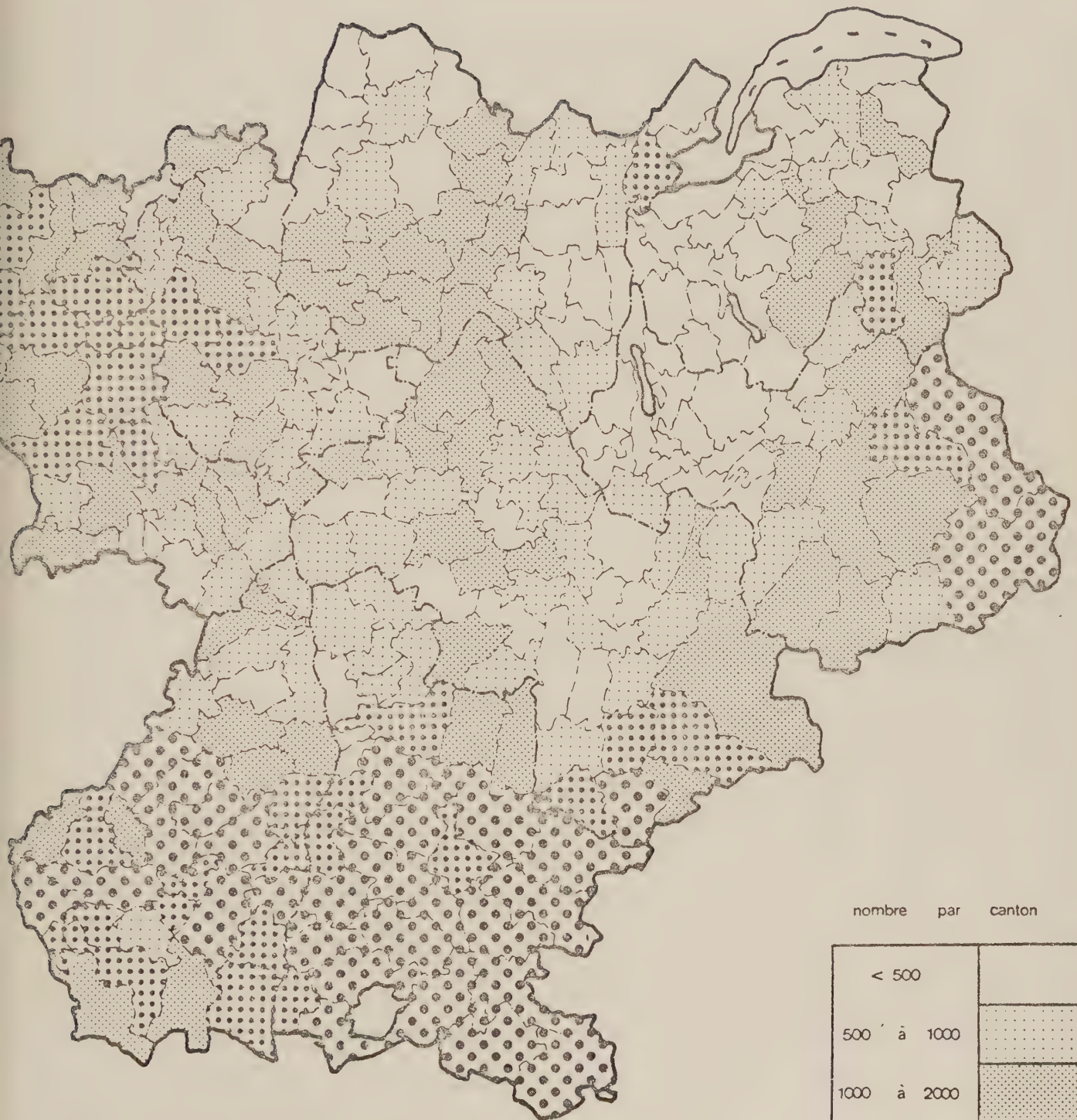
PRODUCTION PORCINE APRES LA LOIRE ET LE RHONE

truies



A NOTER LA SITUATION TRES PREDOMINANTE DE LA DROME POUR CETTE PRODUCTION

ovins



nombre par canton

< 500	
500 à 1000	
1000 à 2000	
2000 à 5000	
> 5000	

A - LES HOMMES

La Drôme compte, en 1975, environ 360 000 habitants dont une population active totale de 136 000 personnes.

Le secteur agricole occupe environ 25 000 personnes actives.

La répartition des exploitations agricoles est donnée en pourcentage selon leur surface agricole utilisée dans le tableau ci-après.

Il montre aussi l'évolution de la taille des exploitations drômoises de 1963 à 1975.

CLASSES DE TAILLES	- de 1 ha	1 ha à - de 5	5 ha à - de 10	10 ha à - de 20	20 ha à - de 50	50 ha à - de 100	100 ha et +	ENSEMBLE
en 1963.....	4,5	21,3	22,6	31,1	16,6	3,2	0,7	20 422
en 1967.....	6,1	23,1	22,5	27,8	17,3	2,7	0,5	18 602
en 1970.....	11,7	22,9	18	25,5	18,2	2,9	0,8	18 034
en 1975.....	12,2	21,8	16,5	21,2	23,3	4	1	14 971

Le mode de faire-valoir de la terre est pour 100 ha de surface agricole utile en 1975 environ de :

... 68 % faire-valoir direct,

... 30 % fermage,

... 2 % métayage.

B - LES MOYENS

1°) - LE SOL ET LES PRODUCTIONS VEGETALES - REPARTITION DU TERRITOIRE EN 1975

	HECTARES	% Surface Totale	% de S. A. U.
- Terres labourables.....	152 002	23,17	54,92
- Surfaces toujours en herbe.....	81 000	12,35	29,27
- Vignes.....	20 340	3,10	7,35
- Pépinières ligneuses.....	450	0,07	0,16
- Ensemble vergers en plein	21 531	3,29	7,78
- Cultures maraîchères et florales.....	245	0,03	0,09
- Jardins familiaux.....	1 200	0,18	0,43
SURFACE AGRICOLE UTILISEE (S. A. U.).....	276 768	42,19	100,00
- Peupleraies.....	1 500	0,22	-
- Surfaces boisées.....	262 000	39,94	
- Territoire agricole non cultivé.....	40 330	6,15	
- Territoire non agricole.....	75 400	11,50	
SURFACE TOTALE DEPARTEMENTALE.....	655 998	100,00	

Remarquons, après la lecture du tableau ci-avant que les terres labourables représentent plus de 23 % de la surface du Département et 55 % de la surface agricole utilisée.

Au total, la surface agricole utilisée occupe 42 % de la surface du Département.

2°) - IRRIGATION

Cinq mille exploitations agricoles disposent d'eau d'irrigation.

32 000 ha sont équipés pour l'irrigation, dont 26 200 ha branchés sur des réseaux collectifs.

3°) - CHEPTEL VIF ET PRODUCTIONS ANIMALES

I) - EFFECTIFS AU 31 DECEMBRE 1975

E S P E C E S	EFFECTIFS	E S P E C E S	EFFECTIFS
Bovins (total).....	47 850	Chevaux (total).....	1 350
Vaches.....	18 300	Juments.....	300
Elèves boucherie.....	18 500	Autres équidés.....	750
Elèves souche.....	8 000	Poules pondeuses.....	1 720 000
Ovins (total).....	175 900	Poulettes de ponte.....	750 000
Brebis-mères.....	99 000	Dindes et dindons.....	400 000
Caprins (total).....	51 200	Pintades.....	700 000
Chèvres.....	42 000	Lapins (total).....	1 110 000
Porcins (total).....	84 520	Lapines-mères.....	181 000
Truies reproductrices (+ 50kg).....	4 300		

II) - PRODUCTIONS ANIMALES DE L'ANNEE 1975

PRODUCTION DE VIANDE	QUANTITES qx nets	!!	P R O D U C T I O N	!!	QUANTITES	!
Gros bovins.....	41 613	!!		!!		!
Veaux.....	15 528	!!	Lait de vache (hl).....	!!	553 000	!
Ovins (réforme).....	2 411	!!		!!		!
Agneaux.....	19 154	!!		!!		!
Caprins (réforme).....	689	!!	Lait de chèvre (hl).....	!!	225 000	!
Chevreaux.....	3 132	!!		!!		!
Equidés.....	1 305	!!		!!		!
Porcs.....	122 765	!!	Oeufs (milliers).....	!!	380 400	!
Poules et coqs.....	22 450	!!		!!		!
Poulets.....	233 600	!!		!!		!
Dindes et dindons.....	64 856	!!	Laine (qx).....	!!	1 170	!
Pintades.....	33 880	!!		!!		!
Lapins.....	48 680	!!		!!		!

La production bovine, sans être négligeable, n'atteint pas l'importance de la production ovine.

Depuis quelques années, l'essor de l'élevage des poules pondeuses, poulets, pintadeaux, dindes et lapins est prometteur.

.../...

Le tableau ci-dessous nous montre la répartition des bovins, ovins et caprins dans le Département.

- ESTIMATION DU CHEPTEL VIF PAR CANTON -

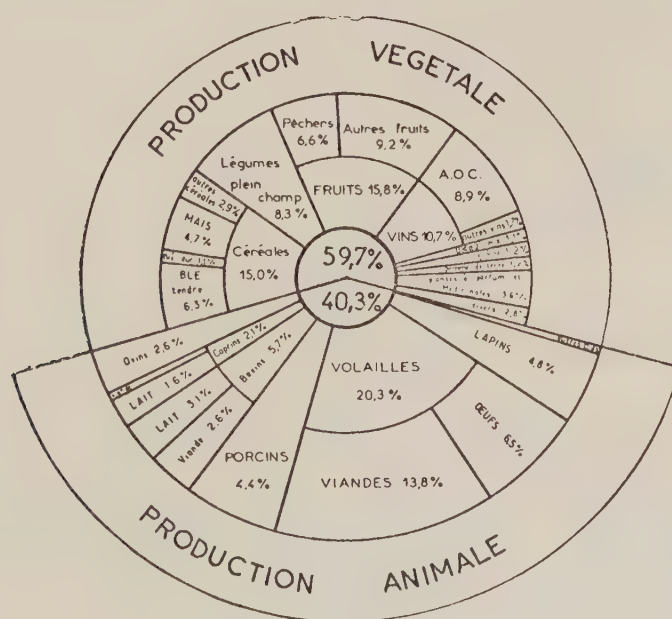
CANTONS	TOTAL BOVINS	dont VACHES	TOTAL OVINS	dont BREBIS	CHEVRES
BOURDEAUX.....	1 285	545	8 350	4 700	2 110
BOURG-DE-PEAGE.....	4 760	1 595	4 090	2 300	3 370
BUIS-LES-BARONNIES.....	55	20	8 560	4 820	1 010
CHABEUIL.....	2 895	740	9 430	5 310	2 610
LA CHAPELLE-EN-VERCORS..	3 070	1 415	1 850	1 040	520
CHATILLON-EN-DIOIS.....	325	130	10 270	5 780	660
CREST NORD (Y.C. CREST) !	3 060	600	7 925	4 460	1 960
CREST SUD	1 400	535	9 130	5 140	2 220
DIE.....	670	370	5 400	3 040	1 290
DIEULEFIT.....	1 230	460	6 080	3 420	1 390
LE GRAND-SERRE.....	5 510	2 425	675	380	2 240
GRIGNAN.....	260	50	9 950	5 600	760
LORIOI.....	555	90	2 770	1 560	460
LUC-EN-DIOIS.....	170	60	10 520	5 920	750
MARSANNE.....	940	340	10 430	5 870	610
MONTEILIMAR.....	1 500	455	7 830	4 410	440
LA MOTTE-CHALANCON.....	45	20	10 180	5 730	1 230
NYONS.....	80	40	6 910	3 890	1 920
PIERRELATTE.....	500	170	6 915	3 890	210
REMUZAT.....	10	10	9 410	5 295	850
ROMANS.....	6 050	2 275	1 015	570	4 850
SAILLANS.....	135	75	2 450	1 380	610
ST-DONAT-SUR-L'HERBASSE !	1 415	660	340	190	2 040
ST-JEAN-EN-ROYANS.....	3 090	1 410	1 335	750	380
ST-PAUL-TROIS-CHATEAUX..	195	70	9 825	5 530	250
SAINT-VALLIER.....	5 380	2 530	845	475	3 250
SEDERON.....	585	270	10 040	5 650	1 400
TAIN-L'HERMITAGE.....	1 140	440	425	240	1 670
VALENCE.....	1 540	500	2 950	1 660	940
TOTAL DEPARTEMENTAL.....	47 850	18 300	175 900	99 000	42 000

Nous voyons que la production bovine est surtout localisée dans les Cantons de BOURG-DE-PEAGE, LA CHAPELLE-EN-VERCORS, LE GRAND-SERRE, ROMANS, SAINT-VALLIER et SAINT JEAN-EN-ROYANS ; c'est-à-dire dans le Nord et le Nord-Est du Département.

Pour achever de brosser la situation agricole de la Drôme, nous retiendrons le schéma ci-dessous résumant la répartition des différentes productions de ce Département.

- VALEUR AGRICOLE FINALE EN 1974 (en millions de francs) -

! PRODUCTION VEGETALE. . . .	749,1 !	! PRODUCTION ANIMALE. . .	441,2 !
! Blé tendre.....	69,2 !	! Bovins lait.....	34,2 !
! Blé dur.....	12,0 !	! Bovins viande (1).....	28,1 !
! Orge.....	16,0 !	! Ovinsviande (1).....	28,2 !
! Maïs.....	51,1 !	! Caprinsviande (1).....	5,2 !
! Sorgho.....	11,0 !	! Caprinslait.....	18,3 !
! TOTAL CEREALES.....	163,9 !	! Porcins viande (1).....	47,8 !
! Pommes de terre.....	14,0 !	! Volaille viande (1).....	151,1 !
! Légumes.....	90,7 !	! Volaille oeufs.....	71,7 !
! Fruits.....	173,4 !	! Lapins viande.....	52,8 !
! Vins.....	117,2 !	! Autres productions animales	3,8 !
! Oléagineux.....	12,3 !	! (1) - Net du solde achats-vente	des animaux vivants
! Tabac.....	12,8 !		
! Plantes médicinales et à			
! parfum.....	39,2 !		
! Autres produits végétaux..	30,2 !		



Remarquons l'importance des productions hors-sol dans ce Département : porcs, viandes, oeufs, lapins et volailles de toute plume.

AINSI QUE LA CARTE DES REGIONS AGRICOLES :

Communes et Cantons



Valloire



Galaure et Herbasse



Vercors



Royans



Diois



Plaines Rhodaniennes



Pays de Bourdeaux



Baronnie



Tricastin



Beauchêne

Limite de Département

Limite de Canton

Limite de Commune

Chef-lieu de Canton

Regions Agricoles

DÉPARTEMENT DU
VAUCLUSE

DÉPARTEMENT DES
HAUTES-ALPES

DÉPT DES
BASSES-ALPES

III - CONSEQUENCES DE LA SECHERESSE SUR LES PRODUCTIONS ANIMALES

Les conséquences de la sécheresse sur les productions animales sont essentiellement de deux ordres :

1°) - Les conséquences sur les productions animales (production laitière, production de viande bovine, production ovine et, enfin, productions hors sol assez importantes dans le Département).

Il sera parfois utile, pour plus de clarté, de distinguer les conséquences sur la production sensu stricto des conséquences sur le marché, soit en amont (aliment du bétail), soit en aval (commerce des productions).

2°) - Les conséquences sur les productions végétales destinées à l'alimentation animale, c'est-à-dire les céréales et fourrages.

A - EFFETS DE LA SECHERESSE SUR LES PRODUCTIONS ANIMALES

1°) - PRODUCTION LAITIERE BOVINE

Elle peut être appréciée à partir du tableau suivant qui montre les livraisons des producteurs en hectolitres.

!	A N N E E S	!	LIVRAISONS	!	PRIX F/hl	!
!	1 9 7 4.....	!	347 900	!	69,30	!
!	1 9 7 5.....	!	347 000	!	77,6	!
!	1 9 7 6.....	!	345 800	!	83,50	!

On constate, en 1976, une légère diminution de la production laitière (0,3 % environ).

En fait, la Direction Départementale de l'Agriculture de la Drôme annonce une chute de 20 % de la production laitière pour une période

s'étalant sur la fin du mois de juin et sur le début du mois de juillet, d'une durée d'une quinzaine de jours.

Ce fléchissement de la production est dû plus aux effets indispo-
sants de la chaleur qu'à la sécheresse elle-même.

Les vaches ne manquaient pas de nourriture, mais étaient extrême-
ment mal à l'aise.

Toujours d'après les statistiques de la Direction Départementale de
l'Agriculture, une reprise de la production s'est ensuite manifestée avec les
averses de JUILLET - AOUT ; le déficit de collecte n'étant plus alors que de
10 % environ.

La Chambre d'Agriculture de la Drôme, dans son rapport périodique
sur la situation économique dans le Département, se livre à une comparaison
très intéressante :

Elle constate, en effet, en JUIN et JUILLET 1976, une diminution de 8 %
et de 8,7 % par rapport à la moyenne des mêmes mois établie sur les années
allant de 1971 à 1975 (rappelons que pour JUIN et JUILLET 1975, la chute
n'était que de 1 %).

En revanche, par rapport à la même moyenne calculée sur 5 ans (de 1971
à 1975), le mois d'AOUT et le mois de SEPTEMBRE accusent une diminution de
collecte d'environ 2 et 3 %.

Par ailleurs, le cheptel laitier diminue dans le Département de façon
constante (voir note).

On peut considérer que la diminution du cheptel durant l'année 1976 est
sensiblement égale à celle enregistrée en 1975 où aucune sécheresse ne s'était
fait sentir.

La chute de production laitière est de 1,4 % pour les neuf premiers mois
de 1975 par rapport à la moyenne de cette même période calculée de 1970 à
1975.

La chute est de 5,4 % pour les neuf premiers mois de 1976 par rapport
à la moyenne de cette même période calculée de 1970 à 1975.

Il semble donc, au vu de ces deux résultats, que l'on puisse at-
tribuer, de façon très approximative, à la sécheresse, une baisse de collec-
te de :

$$\text{-----}$$
$$! 5,4 \% - 1,4 \% = 4 \% !$$
$$\text{-----}$$

Nous avons fait l'hypothèse que la diminution "normale" de collec-
te de 1976 due à la baisse de cheptel aurait été du même ordre que celle ob-
servée durant l'année 1975.

NOTE :

D'après une note préparée par l'Etablissement Départemental de l'Elevage
(E. D. E.) pour la Fédération Départementale des Producteurs Laitiers (F. D.
P. L.), le niveau actuel de litrage se situe en 1977 à 33,9 millions de li-

tres contre 44,4 millions il y a 10 ans, soit 24 % d'écart.

En fait, les zones de collecte des Régions à vocation herbagère d'élevage bovin accusent certe la dépression des années 1970-1971, mais elles réatteignent en 1976 leur niveau d'il y a 10 ans (par exemple la Région du Royans).

Les zones de collecte en Régions de Plaines et Piémont témoignent et confirment leur désaffection pour la production laitière. Les effectifs sont réduits de 9000 têtes sur cette période de 10 ans.

Pour dépeindre l'évolution de cette situation, nous citerons trois chiffres :

... la collecte laitière diminue de 24 %

... l'effectif des vaches laitières diminue de 33 %

... l'effectif des exploitations ayant des vaches diminue de 39 %.

En résumé, après la chute de production de fin JUIN et début JUILLET, malgré toute supplémentation, les lactations se sont progressivement rétablies avec les progrès de l'humidité relative de l'air (humidité).

Mis à part le coût supplémentaire dû à l'alimentation supplémentaire, tout était apparemment rentré dans l'ordre. Mais, en FEVRIER 1977 et MARS, des retards de fertilité ont été enregistrés par les Coopératives d'insémination artificielle. Ils ont impliqué des retards de mises-bas ; les lactations nouvelles ne compensant plus les tarissements. On a assisté à une chute de production laitière de 10 % environ de NOVEMBRE à DECEMBRE 1977. La collecte n'est redevenue normale qu'en FEVRIER 1978.

2°) - LA PRODUCTION DE VIANDE BOVINE

a) - LES CONSEQUENCES SENSU STRICTO

Devant les difficultés d'approvisionnement fourrager, les éleveurs ont dû choisir soit une réforme anticipée de certains animaux, soit l'utilisation d'aliment industriel. Mais, comme nous le montre le tableau ci-dessous, il n'y a pas eu, dans la Drôme, de catastrophe sur le bétail bovin.

Les statistiques annuelles d'abattage fournies par la Direction Départementale de l'Agriculture montrent une relative stabilité.

! ANNES !	BOVINS ADULTES (nombre de têtes)	! VIANDE (en t)	! PRIX F/Kg net !
! 1974 !	5 800	! 1 700	! 7,22 !
! 1975 !	5 100	! 1 470	! 8,80 !
! 1976 !	4 960	! 1 450	! 9,00 !

Or, ce tonnage est obtenu presque exclusivement à partir de vaches laitières dont le nombre est en régression lente, mais constante dans le Département.

On constate que, durant l'année de sécheresse, ce tonnage diminue moins que ne l'aurait pu faire supposer la régression de cette production. La tendance est à l'abattage modéré.

b) - LES CONSEQUENCES SUR LES MARCHES

... En amont sur l'alimentation

Les conditions climatiques devaient entraîner une augmentation importante et inattendue de la demande d'aliments bovins, en raison d'un déficit fourrager important.

D'après la revue de l'Industrie Française de l'Alimentation animale de 1976 :

"La production d'aliments bovins a, en effet, progressé de 34 % en 1976 contre seulement 4,6 % en 1975. Alors que la production des quatre premiers mois n'était en progression que de 8 % par rapport à 1975, on assiste, en MAI, à une forte reprise de la production.

La sécheresse fait sentir ses effets dès le mois de JUIN (+ 61 %) et l'on constate des taux de progression jamais rencontrés jusque là (+ 84 % en AOÛT)".

La sécheresse aura aussi de graves conséquences sur les conditions d'approvisionnement de l'industrie de l'alimentation du bétail.

Sur la foi des rumeurs venues d'Outre-Atlantique sur de mauvaises récoltes de céréales et de protéagineux (et alors que le marché des protéagineux est un marché à terme), les fabricants d'aliments du bétail ont obtenu une hausse de 8,75 % à la mi-juillet en pleine sécheresse.

Cette augmentation était donc une anticipation de la hausse des matières premières.... Mais, par ailleurs, cette hausse ne concerne pas que les aliments bovins, mais aussi les aliments pour porcs et volailles.

... En aval sur la vente d'animaux

Les cours de la viande bovine furent variables durant l'année 1976. Le premier trimestre fut difficile.

En JUILLET et en AOÛT, la demande fut quasi nulle sur le marché des jeunes reproducteurs de remonte. Certaines génisses qui auraient dû être vendues "prêtes" ont vélé chez les vendeurs.

Après le mois d'AOÛT, les cours remontèrent pour arriver à une stabilisation en NOVEMBRE et DECEMBRE pour les gros bovins et les taurillons.

La Chambre d'Agriculture note que l'application d'une taxe pour l'Italie sur ses importations a marqué un fléchissement des

cours.

Pour les gros bovins sur le plan national, le cap "sécheresse" a été franchi à partir d'OCTOBRE, une régression des apports sur les marchés ayant été observée alors que les mois de JUIN, JUILLET et AOUT avaient un afflux supérieur à 25 % aux chiffres de 1975.

Dans la Drôme, il n'y a donc pas eu de catastrophe sur le bétail bovin, mais une désorganisation générale du calendrier des transactions en liaison avec la sécheresse et le manque de fourrage.

3°) - PRODUCTION CAPRINE : LAIT DE CHEVRE

Les effets de la sécheresse sur la production de lait de chèvre sont très comparables à ceux observés en production laitière bovine.

Selon l'état VI de la Direction Départementale de l'Agriculture, l'effectif caprin a continué de croître en 1976 et même en 1977.

En 1976, la quantité de lait transformé en fromage est légèrement inférieure à celle de 1975.

- PRODUCTION LAITIÈRE : LIVRAISONS DES PRODUCTEURS (en hl) -

	!	1974	!	1975	!	1976	
	!		!		!		
	!	LIVRAISONS ! PRIX F/hl	!	LIVRAISONS ! PRIX F/hl	!	LIVRAISONS ! PRIX F/hl	
	!		!		!		
it de chèvres..!	!	58 100 ! 106,50	!	58 000 ! 113,30	!	56 750 ! 127,00	

4°) - PRODUCTION OVINE

Dans ce secteur agricole, spécialement, nous assistons à une désorganisation des marchés pendant la sécheresse.

Les moutons subissent une chute des cours à la production : les acheteurs, en JUILLET et AOUT, temporisent pour prendre livraison des agneaux achetés.

Il y a un ralentissement très net des marchés des agnelles.

Au début du mois d'AOUT, près de 10 % d'entre elles restent encore à vendre chez les naisseurs, l'offre étant habituellement concentrée en JUILLET et AOUT. Ce décalage, qui a été de 15 jours à trois semaines, a bien montré l'hésitation des éleveurs devant les conditions climatiques.

Nous citons, ci-dessous, les statistiques de l'abattage ovin (la source étant la Direction Départementale de l'Agriculture

	1 9 7 4			1 9 7 5			1 9 7 6		
	NOMBRE DE TETES	VIANDE (tonnes)	PRIX F/kg net	NOMBRE DE TETES	VIANDE (tonnes)	PRIX F/kg net	NOMBRE DE TETES	VIANDE (tonnes)	PRIX F/kg net
Ovins adultes.....	5 804	1 695	7,22	5 107	1 467	8,80	4 959	1 447	9,00
Ovins agneaux (1).	109 370	1 655	15,30	152 234	2 373	17,80	163 140	2 592	18,25
Ovins réforme (1).	12 655	255	...	13 944	250	9,50	16 296	302	10,00
Caprins.....	19 902	140	15,90	25 113	189	16,60	23 035	168	17,40

(1) - Un abattoir avait cessé provisoirement son activité en 1974.

La variation 1974-1975 n'est pas significative des variations d'effectifs.

De ce tableau, on peut déduire que les éleveurs de moutons ont réformé plus de brebis : 14 000 environ en 1975 ; 18 500 en 1976 et sevré moins d'agnelles comme l'indique l'augmentation des abattages.

Rappelons que l'évolution du cheptel drômois selon l'état VI de la Direction Départementale de l'Agriculture est le suivant :

... 1974 : 98 000 têtes

... 1975 : 99 000 têtes

... 1976 : 101 000 têtes, soit un effectif en faible augmentation.

La principale conséquence de la sécheresse aura donc été une certaine décapitalisation des éleveurs entraînant une diminution ultérieure de la production d'agneaux.

Cette décapitalisation a pu affecter 5 à 10 % de la production de 1977, selon la Direction Départementale de l'Agriculture.

Cette diminution est encore accentuée du fait que la lutte ne s'est pas effectuée normalement en JUILLET - AOÛT - SEPTEMBRE à cause du manque de fourrage pour l'hiver 1976-1977.

L'effectif des femelles mises à la lutte fin 1977 représente environ 90 % de l'effectif normal.

Nous n'avons pas d'information sur la fertilité de ces femelles. Il n'est pas aberrant de penser que ce taux aura été inférieur de quelques points à l'accoutumée, même compte tenu du faible nombre de primipares.

.../...

On peut consulter, à ce sujet, les statistiques d'abattage ci-dessous : les mois d'AVRIL - MAI - JUIN 1977 sont déficitaires en carcasses d'agneaux nés approximativement en NOVEMBRE-DECEMBRE 1976.

M O I S	1975	1976	1977
AVRIL.....	13 822	16 251	14 868
MAI.....	13 795	13 162	14 306
JUIN.....	14 080	15 089	14 858
TOTAL.....	41 697	44 502	44 032

N. B. : Ces statistiques concernent les abattages publics ou privés, à l'exclusion des "tueries".

5°) - ELEVAGE HORS-SOL

a) - AVICULTURE

En aviculture intégrée dans les unités de production, les animaux ont souffert de la sécheresse et du faible degré hygrométrique de l'atmosphère au moment de la grosse chaleur.

L'indice de consommation est alors anormalement élevé. Parfois même, on observe, comme dans les élevages de dindes, une chute importante de ponte dans les cheptels de reproducteurs en JUIN - JUILLET - AOUT - SEPTEMBRE - imputable à la chaleur.

On peut considérer que dans la Région Rhône-Alpes, il y a eu une diminution de la production de l'ordre de 4 %. En effet, les mises en place des bandes ont accusé une légère régression.

b) - ELEVAGE PORCIN

La sécheresse a pour effet d'augmenter l'indice de consommation des animaux et influe aussi sur la reproduction : stérilité des truies, faibles portées et mortalité des porcelets.

Le marché des céréales est aussi perturbé par la séche-

resse : l'approvisionnement devient plus difficile car, avec la rareté des produits fourragers, on constate une élévation importante du coût des matières premières.

Ces aliments étant fournis par certaines grandes Entreprises Spécialisées, le problème d'approvisionnement de ces productions hors-sol est essentiellement d'ordre national, et même européen, en raison des circuits commerciaux d'amont et d'aval.

A la mi-juillet, une hausse de 8,75 % des aliments du bétail est concédée.

Le marché des porcelets est modifié ; les cours montent en fin d'année 1976 car l'offre est réduite à cause de la sécheresse : les petites portées, les retours en chaleur au cours du printemps et de l'été et le pourcentage d'avortement ont été plus nombreux que d'ordinaire.

Les cours du porc charcutier sont, eux, en baisse depuis fin AOUT 1976.

Les productions hors-sol semblent donc avoir été peu touchées par la sécheresse, car, pour ces productions "industrielles", seul le marché peut faire varier les mises en place et, par la suite, la production.

B - EFFETS DE LA SECHERESSE SUR LES PRODUCTIONS VEGETALES DESTINEES A ----- L'ALIMENTATION ANIMALE -----

Tout d'abord, nous passerons en revue les conséquences de la sécheresse sur les productions fourragères et sur les céréales, puis nous établirons le bilan fourrager départemental.

1°) - LES PRODUCTIONS FOURRAGERES

Le tableau suivant, établi à partir de données fournies par la Direction Départementale de l'Agriculture, donne les informations concernant l'évolution des productions fourragères de 1974 à 1976.

L'analyse des conséquences de ce phénomène est, en effet, complexe et il convient donc de ne pas s'arrêter sur les données brutes

des productions. C'est pourquoi, il a été jugé indispensable de préciser différentes composantes surfaces, rendements, prix pour chacune des années de référence.

CULTURES	SURFACES EN PLACE (en ha)			RENDEMENTS q/ha			PRODUCTION (en quintaux)		
	1974	1975	1976	1974	1975	1976	1974	1975	1976
CULTURES FOURRAGERES :									
Prairies sarclées.....	1 000	1 000	700	300,0	390,0	220,0	300 000	390 000	154 000
Prairie.....	23 700	22 500	21 000	75,0	80,0	50,0	177 500	1 800 000	1 050 000
Prairies prair. artificiel	2 100	2 500	3 100	50,0	60,0	45,0	105 000	150 000	139 500
Prairies temporaires....	5 000	5 800	6 300	50,0	63,0	45,0	250 000	365 400	283 500
Prairies naturelles....	26 000	25 000	25 000	35,0	44,0	35,0	910 000	1 100 000	875 000
Prairies.....	55 000	56 000	57 000	12,0	20,0	12,0	660 000	1 120 000	684 000

CULTURES	ESTIMATION DU PRIX MOYEN NET PAYE AUX PRODUCTEURS			ESTIMATION DU RENDEMENT MOYEN			VARIATION DU PRIX MOYEN		
	1974	1975	1976	75/74	76/75	76/74	75/74	76/75	76/74
CULTURES FOURRAGERES :									
Prairies sarclées.....	-	-	-	130	56	73	-	-	-
Prairie.....	30,00	34,00	50,00	107	63	67	113	147	167
Prairies prair. artificiel. ..	27,00	28,00	50,00	120	75	90	104	179	185
Prairies temporaires.....	27,00	28,00	45,00	126	71	90	104	161	167
Prairies naturelles.....	25,00	27,00	40,00	126	80	100	108	148	160
Prairies.....	-	-	-	167	60	100	-	-	-

Nous reparlerons, plus loin, des productions fourragères dans le bilan fourrager départemental, mais, déjà, nous noterons un déficit en foin de première coupe d'environ 50 % par rapport à une année normale.

.../...

Cette constatation est globale pour le Département, le rendement ayant été variable suivant que l'on cultive des prairies permanentes ou temporaires.

Ce déficit se retrouve dans les secondes coupes.

En effet, la reprise des prairies a été fonction des précipitations, mais celles-ci ont été très variables comme nous l'avons vu dans la première partie.

La repousse a donc été lente, celle des luzernes également.

2°) - LES CEREALES

Le tableau ci-dessous représente l'évolution des productions céréalières de 1974 à 1976, d'après les statistiques établies par la Direction Départementale de l'Agriculture.

CULTURES	ESTIMATION DU PRIX MOYEN NET PAYE AUX PRODUCTEURS			ESTIMATION DU RENDEMENT MOYEN			VARIATION DU PRIX MOYEN		
	1974	1975	1976	75/74	76/75	76/74	75/74	76/75	76/74
CEREALES :									
Blé tendre.....	60,60	64,60	72,00	84	94	78	107	111	119
Blé dur.....	133,30	110,50	107,00	96	102	98	83	97	80
Orge.....	56,80	58,20	66,50	93	86	79	102	114	117
Avoine.....	54,50	52,00	63,00	104	79	82	95	121	116
Maïs.....	61,90	62,70	71,00	115	87	100	101	113	115
Sorgho.....	58,90	56,30	65,00	118	79	93	96	115	110

CULTURES	SURFACES EN PLACE (en ha)			RENDEMENTS q/ha			PRODUCTION (en quintaux)		
	1974	1975	1976	1974	1975	1976	1974	1975	1976
CEREALES :									
Blé tendre.....	41 000	37 200	35 000	37,0	31,0	29,0	1 517 000	1 153 200	1 015 000
Blé dur.....	4 000	4 600	5 000	28,0	27,0	27,5	112 000	124 200	137 500
Orge.....	14 100	15 600	17 500	32,9	30,5	26,1	463 890	475 800	456 750
Avoine.....	4 100	5 000	4 500	27,4	28,6	22,6	112 340	143 000	101 700
Maïs.....	22 700	22 500	20 500	46,0	53,0	46,0	1 044 200	1 192 500	943 000
Sorgho.....	5 000	5 200	4 800	40,0	47,0	37,0	200 000	244 400	177 600

Nous pourrions, à partir de ce tableau, comparer la recette de 1976 aux deux recettes de 1974 et 1975, en considérant l'année 1974 comme référence.

Pour le blé tendre, la collecte de 1976 est en diminution de 17 % par rapport à 1975 qui fut une mauvaise année, et d'environ 48 % par rapport à 1974 considérée comme une récolte normale.

Le déficit est donc important pour le blé tendre. Les Régions les plus déficitaires sont le sud de la rivière ISERE, les moins atteintes se situant au nord du Département.

Cependant, il ne semble pas que la pénurie de fourrage ait entraîné une rétention à la ferme de blé panifiable, aussi bien blé tendre que blé dur.

D'autre part, la production de blé dur est de 137 500 quintaux ; c'est-à-dire supérieure de 43 % à la moyenne des cinq années précédentes. Mais, cela n'est pas significatif d'une meilleure récolte, car, parallèlement, les surfaces concernées sont passées de 3100 ha en 1973 à presque 4000 en 1974 et 5300 en 1976.

Pour l'orge, avec surfaces cultivées inchangées, la récolte accuse une diminution de 17 % par rapport à 1975 et de 8,6 % par rapport à 1974 d'après les statistiques de la Direction Départementale de l'Agriculture.

Les orges d'hiver ont eu un bon rendement moyen (environ 35 quintaux à l'hectare), alors que les orges de printemps ont souffert beaucoup de la sécheresse ; d'où le résultat médiocre de la récolte (20 quintaux à l'hectare).

La moyenne pondérée s'établit autour de 25 quintaux à l'hectare.

Les Régions les plus déficitaires sont le Diois, CREST, VALENCE.

Pour cette production céréalière, l'évaluation du déficit réel de récolte est difficile en raison de la rétention plus ou moins importante effectuée par certains producteurs pour effectuer l'hivernage de leur bétail en l'absence d'une récolte suffisante de fourrages grossiers.

Il s'ensuit qu'au niveau des exploitations, les déficits de livraisons ne correspondent pas obligatoirement au déficit des récoltes.

La production d'avoine est presque identique à celle de l'orge : avec des surfaces constantes, la collecte est en baisse de 32 % par rapport à l'année 1975 et de 21 % par rapport à l'année 1974.

Les avoines ont subi le sort des orges de printemps avec des rendements moyens de 20 quintaux à l'hectare.

Les Régions les plus déficitaires sont le Diois, CREST, la Valloire et la Plaine de MONTELIMAR.

On retrouve, pour l'avoine, le même phénomène de rétention à la ferme noté précédemment pour les orges.

La récolte la plus catastrophique est celle des maïs. L'état des cultures est totalement différent entre les maïs irrigués (que l'on peut évaluer à 50 % des surfaces) et les maïs cultivés à sec (à l'exception de quelques terres très fertiles, profondes qui, même à sec, ont eu des rendements convenables)

Par ailleurs, on note une régression des surfaces par rapport à 1975 de l'ordre de 10 % (20 500 ha contre 22 500 en 1976).

La sécheresse a eu des effets pouvant aller jusqu'à la perte totale des semis de maïs.

PRODUCTIONS DE SEMENCES

Evaluation des dommages subis par les agriculteurs multiplicateurs de semences de la Drôme établie lors de la réunion syndicale du 17 AOUT 1976.

Espèces	Surfaces présentées	Surfaces totalement sinistrées	Rendement moyen en année normale	Rendement moyen en année 1976 sur les surfaces récoltées	Pertes subies (en %)
Luzerne	2 298 ha	1 532 ha (2/3)	380 kg	180 kg	82 %
Trèfle violet	61 ha	40 ha (2/3)	280 kg	100 kg	80 %
Graminés fourragères	120 ha	40 ha (2/3)	900 kg	600 kg	44 %
Semences potagères			variable suivant espèces	variable suivant espèces	60 %
Semences céréales	2 070 ha	0 ha	suites variétés	suites variétés	20 %

La sécheresse aura des répercussions sur la production de semences.

Outre le faible rendement, la qualité des semences récoltées s'avère mauvaise : grains petits, échaudés, cassés, à germination déficiente.

Les répercussions sont d'autant plus directement ressenties que ces cultures servent de base, pour les années suivantes, tant au niveau des prix que des moyens de production.

*Le 7 OCTOBRE 1976, le Comité des Céréales a établi la première estimation de la récolte 1976 : 37 quintaux à l'hectare sur 21 000 hectares....
.....777 000 quintaux (dont 600 000 commercialisables)*

La Direction Départementale de l'Agriculture donne le chiffre de 943 000 quintaux, avec un rendement de 469 quintaux à l'hectare.

L'Office National Interprofessionnel des Céréales (O. N. I. C.) a établi la collecte moyenne des cinq dernières années en enlevant la meilleure et la moins bonne.

Le résultat donne une récolte moyenne supérieure à 902 000 quintaux.

La récolte 1976, que l'on peut estimer à 720 000 quintaux commercialisables (chiffre finalement retenu par la Direction Départementale de l'Agriculture), a donc été la plus mauvaise des cinq dernières campagnes.

... 1971.....	864 000 q
... 1972.....	843 000 q
... 1973.....	1 052 000 q
... 1974.....	874 000 q
... 1975.....	1 046 883 q.

En fait, le résultat a été très différent selon les zones de productions. Dans les zones irriguées, en admettant que l'agriculteur ait pu faire face, correctement, aux besoins en eau des différentes récoltes en irrigation, la consommation d'eau est importante, coûteuse, mais les rendements sont satisfaisants.

La sécheresse et les pluies abondantes de SEPTEMBRE, OCTOBRE et NOVEMBRE ont eu, en simplifiant à l'extrême, les conséquences suivantes :

- ... une baisse de rendement,
- ... une humidité de la récolte,
- ... une chute d'épis,
- ... une surconsommation d'eau.

Dans son rapport en date de fin 1976, la Chambre d'Agriculture de la Drôme tente de mesurer le coût supplémentaire de production céréalière dû au climat.

La consommation d'eau atteint 3000 m³/ha dans de nombreux cas, entraînant une dépense supplémentaire allant de 150 à 300 F selon le mode d'irrigation.

Les frais de séchage du grain s'élèvent, selon leur humidité, à 3,4 ou 5 F par quintal, soit environ 350 F/ha.

Pour contrebalancer ces frais supplémentaires dûs à la sécheresse, il eut fallu une augmentation de rendement de 10 q/ha, ramenés aux normes, ce qui n'a jamais été obtenu évidemment.

Pour le maïs, comme pour le blé, l'orge et l'avoine, la rétention à la ferme a faussé, en plus ou en moins, le rapport production/collecte.

Pour la production de sorgho, nous constatons également une réduction des surfaces cultivées de 500 ha par rapport à l'année 1975.

Les rendements, en 1976, sont de 36 - 37 q/ha contre 47 en 1975.

Les résoltes sont inférieures de 9 % par rapport à 1974 et de 20 % par rapport à 1975.

Le Service de Statistiques de la Direction Départementale de l'Agriculture a réalisé une enquête permettant de mesurer la quantité de céréales gardée à la ferme, soit :

... Blé..... 20 %
... Orge.... 35 à 37 %
... Maïs.... 8 %.

Malgré la prudence qui s'impose pour l'interprétation de ces pourcentages, on peut situer l'importance des céréales gardées (consommation animale et emblavures 1977).

... Blé..... 206 000 q
... Orge.... 178 000 q
... Maïs.... 94 000 q
... Seigle.. 20 000 q
... Avoine.. 53 000 q
... Sorgho.. 3 000 q
soit.... 554 000 q (19 % de l'ensemble des céréales produites).

La part des céréales gardée pour semence est difficile à déterminer.

En s'appuyant sur les informations de l'U. C. C. S. et les estimations du Comité des Céréales, on peut considérer que 480 000 à 500 000 q de céréales seraient consommés par le cheptel vif drômois.

3°) - BILAN FOURRAGER DEPARTEMENTAL

Avant de détailler ce bilan fourrager, il faut insister sur le fait que cette étude prend, pour hypothèse, la "ferme départementale" à l'intérieur de laquelle les informations, les offres et demandes et, enfin, les produits, circuleraient parfaitement avec une optimisation totale des choix dans les décisions qui serait immédiate et parfaite.

Ceci n'est évidemment pas le cas dans les faits. Le Département n'a pas de frontière et les produits et le cheptel circulent.

Nous ferons ce bilan d'après deux sources :

... d'une part la Direction Départementale de l'Agriculture a été priée, par le Ministère de l'Agriculture (circulaire ministérielle du 6 AOUT 1976), d'établir le bilan fourrager départemental sur les bases de 1975 ;

... d'autre part la Chambre d'Agriculture de la Drôme, dans le cadre de l'E. D. E. a effectué le même travail.

L'intérêt de ce second travail réside dans l'approche qui y est faite par petites Régions agricoles. De plus, cette étude est incorporée dans le rapport périodique d'OCTOBRE - NOVEMBRE 1976. Ulérieur au rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture, il est aussi plus précis.

Voici tout d'abord, en millions d'unités fourragères, le potentiel fourrager de la Drôme, en année normale.

TABLEAU 1

source : Etat VI 1975

! Ensemble des fourrages susceptibles!	!	!
! d'être fauchés et fanés.....!	45 800 ha	! 131 !
!	!	!
! Ensemble des fourrages consommés	!	!
! en vert ou ensilés.....!	1 400 ha	! 8 !
!	!	!
!	!(10 000 ha	! 18 !
! Ensemble des pâtures.....!	!	!
!	!(56 000 ha	! 50 !
!	!	!
! Millions d'U. F.!		! 207 !

TABLEAU 2

source : Chambre d'Agriculture de la Drôme

BESOINS DES ESPECES CONSOMMANT CES FOURRAGES

! B E S O I N S	! U. F. !	! GRAINS OU !	! U. F. FOIN + !
! TOTAUX !	! CONCENTRES !	! PATURE !	!
! Bovins lait et suite.!	62	10	52
! Bovins viande.....!	38	18	20
! Ovins.....!	46	5	41
! Caprins.....!	24	5	19
! Lapins.....!	40	20	20
! Millions d'U. F.!	210	58	152

La confrontation de ces deux tableaux fait apparaître que si environ 200 millions d'U. F. sont disponibles, 150 sont nécessaires au cheptel drômois ; la différence (50 millions d'U. F. - l'équivalent de 110 000 tonnes de foin) représentant un excédent.

Il est bon d'indiquer, avant d'aller plus loin, la part de foin et de la pâture dans les 152 millions d'U. F. en fonction de la localisation du cheptel.

Le tableau ci-dessous est tiré du recensement général de l'Agriculture de 1970.

TABLEAU 3

source : Recensement général de l'Agriculture de 1970.

BESOINS	U. G. B.	TOTAL FOIN + PATURE	FOIN	PATURE
Plaines Rhodaniennes et Tricastin.....	18 500	42 M. U. F.	29	13
Valloire - Galaure - Herbasse.....	15 400	37 M. U. F.	19	18
Royans - Vercors.....	5 800	14 M. U. F.	9	5
Diois - Pays de BOUR- DEAUX.....	11 300	28 M. U. F.	14	14
Baronnies.....	4 700	11 M. U. F.	5	6
Millions d'Unités Fourragères.....		132 M. U. F.	76	56

Les chiffres indiqués dans ce tableau 3 sont cohérents avec le tableau 1 alors que leurs sources sont différentes. En effet, la différence entre les deux résultats (152 - 132 = 20 millions U. F.) est due à la consommation de foin par l'élevage du lapin.

Donc : FOIN.... 76 + 20 = 96 millions U. F. = 213 000 tonnes
PATURE.. 56 millions U. F..

Donc, en foin, nous avons 131 millions disponibles pour des besoins de 96 millions d'U. F., soit un excédent potentiel de 35 millions U. F. (c'est à-dire environ 78 000 tonnes).

Si, effectivement, l'ensemble des pâtures représente un potentiel de production de 68 millions d'U. F., les besoins (soit 56 millions U. F.) sont couverts.

En fait, sont disponibles en surplus 8 millions d'U. F. en fourrages verts ou ensilés.

Donc, quel que soit le potentiel de l'ensemble des pâtures, elles seraient suffisantes pour couvrir les besoins en année normale.

Le Département de la Drôme est excédentaire pour environ un quart de sa production de foin à chaque année normale.

BILAN FOURRAGER DEPARTEMENTAL DE LA DROME EN 1976 D'APRES ETAT VI 1976

N A T U R E	SURFACE	RENDEMENT	QUINTAL	MILLIONS U. F.
<u>TERRES LABOURABLES</u>				
Cultures fourragères en culture prin- cipale :				
- trèfle violet.....	900	45	40 500	
- luzerne.....	21 500	50	1 075 000	
- sainfoin.....	2 200	45	99 000	
<u>TOTAL PRAIRIES ARTIFICIELLES..</u>	<u>24 600</u>		<u>1 214 500</u> en sec.	54,7
Prairies et pacages temporaires :				
- prairies.....	5 200	45	234 000	
- pacages.....	1 100	40	44 000	
<u>TOTAL.....</u>	<u>6 300</u>		<u>278 000</u> en sec.	12,5
Fourrages annuels :				
- maïs-fourrage.....	800	200	160 000	
- sorgho fourrager.....	300	190	57 000	
- vesces.....	300	150	45 000	
<u>TOTAL.....</u>	<u>1 400</u>		<u>262 000</u> (quintal en vert)	
<u>SOIT TOTAL VERT EQUIVALENT SEC</u>			<u>52 400</u> en sec.	2,4
<u>SURFACES TOUJOURS COUVERTES D'HERBE (S.T.H.)</u>				
			QUINTAL DE	
			FOIN SEC	
Prés naturels habituellement fauchés	15 000	35	525 000	
Herbages et pâturages.....	10 000	30	300 000	
Pacages, parcours, alpages, landes productives.....	57 000	12	684 000	
<u>TOTAL.....</u>	<u>82 000</u>		<u>1 509 000</u> en sec.	67,9
<u>T O T A L</u>			<u>3 053 900 q en sec.</u>	
soit en comptant grossièrement 0,45 U. F./kg en moyenne :				

137,4 MILLIONS U. F. en 1976

La lecture de ce bilan fourrager de l'année 1976 nous montre un déficit de :

152 millions U.F. - 137 millions U.F. = 15 millions U. F., soit 33 000 tonnes

Certes, les situations constatées sont diverses d'une Région à une autre, d'un éleveur à un autre.

Malheureusement, aucun Service ne s'est chargé d'évaluer les déficits par Région géographique de productions, sauf la Chambre d'Agriculture qui avait publié, dans son rapport saisonnier, une évaluation Région par Région, en prenant une hypothèse haute et une hypothèse basse, avant que ne soit diffusé l'état VI 1976.

Une fois établi, le déficit fourrager dans la Drôme, si on considère les productions hors-sol (qui sont d'une importance considérable comme nous l'avons vu dans la deuxième partie de notre thèse) comme prioritaires, on aboutit à des résultats désastreux pour les autres productions animales.

En effet si, en 1975, le solde entre les ressources et la consommation animale globale (bovin, ovin, caprin, équin, besoins des taurillons et des élevages hors-sol, ainsi que les contrats d'exportation) permettrait d'équilibrer les besoins et les récoltes, tout en ménageant le stock de blé tendre exportable à la panification. En revanche, le déficit alimentaire existe en 1976.

Dans l'hypothèse où nous nous situons, celle du Département pris isolément, plusieurs "scénarios" sont envisageables pour se tirer d'affaire.

Mais, il n'est pas certain que les éleveurs aient chacun chiffré leur bilan fourrager et donc pu établir le scénario le plus économique pour eux.

Au niveau départemental, il aurait fallu choisir entre la satisfaction des besoins

... des animaux fourragers

qui subiront autrement, pendant trois années, les effets de la sécheresse tant au niveau des effectifs qu'à celui de la production. Cet élevage concerne environ 7500 exploitations ;

... et celle des hors-sol

qui souffriront d'un manque à gagner important, mais n'engageront aucune dépense liée à cette production non réalisée, hormis l'amortissement des bâtiments. Environ 700 éleveurs sont concernés.

La régression des besoins s'est fait fréquemment dans un premier temps par une réduction des effectifs par :

- des réformes anticipées,

- un renouvellement ralenti lorsqu'il est effectué par achat (agnelles surtout et génisses) ou par suppression de la lutte à l'époque de la plus forte sécheresse

et, dans un second temps, par des diminutions des rations données aux animaux en croissance, en misant sur une croissance compensatrice à la mise à l'herbe 1977.

Alors que les stocks alimentaires destinés à l'hiver étaient consommés pendant l'été, l'automne a été très favorable à la pousse de l'herbe et aux cultures dérobées.

Une certaine reconstitution des stocks a été, en conséquence, possible ; en particulier pour les agriculteurs qui disposaient du matériel nécessaire pour installer, dès le retour des pluies, en AOÛT et en SEPTEMBRE, de grandes surfaces en culture dérobée, dans le but d'ensiler ces productions et les repousses d'herbe à l'automne.

Ces divers moyens utilisés dans l'exploitation ont, dans leur diversité, deux caractéristiques communes.

Ils représentent un très important surcroît de travail et des coûts supplémentaires qui sont financés par une amputation de leur revenu ou par un accroissement de l'endettement ; enfin, parfois, par une décapitalisation restreinte.

L'enquête qui suit tente d'illustrer ces aspects sur une exploitation de la Drôme.

En conclusion, le bilan fourrager est moins dramatique dans la Drôme que dans d'autres Départements.

Il n'en subsiste pas moins un déficit non négligeable, alors qu'une année "normale" voit apparaître un léger excédent.

Cela explique les décisions des éleveurs vis-à-vis de leur cheptel qui ont pu apparaître trop radicales à l'époque.

Cependant, dans cette situation déficitaire, non seulement les exploitations se sont maintenues (les cas de faillite ont été exceptionnels), non seulement elles ont tenté de maintenir, dans leur intégralité, leur cheptel productif, mais encore la collecte laitière a atteint le niveau des années précédentes.

IV - EXEMPLE DE CALCUL DE LA PERTE DUE A LA SECHERESSE DANS UNE

EXPLOITATION : UN G. A. E. C. DE LA DROME

Il est très difficile d'évaluer la perte financière due à la sécheresse dans une exploitation.

Nous avons réalisé une enquête dans un Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (G. A. E. C.) sur les deux années 1975 et 1976, l'année 1975 étant considérée comme une année "normale" et 1976 l'année défavorable de la sécheresse.

L'exploitation est située dans la Commune de DIVAJEUX, dans un paysage de petites collines, qui appartient au Canton de CREST SUD.

C'est un G. A. E. C. partiel, sur l'élevage seulement.

L'exploitation possède à la disposition de ses 350 brebis vingt hectares de foin, huit hectares de pâture autour de la bergerie, environ six hectares de céréales et pratique l'estive.

Le taux de prolificité des brebis est de 1,20 ; d'où un effectif d'agneaux de 420 ($350 \times 1,2$).

A - BESOINS ALIMENTAIRES

FOIN ET PATURE :

FOIN : 20 ha X 8 T/ha = 160 tonnes

ou X 8,5 T/ha = 170 tonnes

Cela correspond à l'alimentation suivante :

(- pour les brebis à 2,2 kg/jour X 180 j X 350 = 138,6 t

(

(- pour agnelles et agneaux : 100 kg X 63 agnelles = 6,3 t

40 kg X 420 agneaux = 16,8 t

soit environ 160 tonnes.

Pendant la période de transition, il est possible aux animaux de pâturer sur les huit hectares de landes et pâtures autour de la bergerie.

Du 20 JUIN au 20 SEPTEMBRE environ, les bêtes sont en estive.

GRAINS ET CONCENTRES :

1°) - AGNEAUX

On compte environ 40 kg par agneau mâle ou femelle :
 $40 \times 420 = 168 \text{ q}$. De ces 168 q, un tiers (56 q) est utilisé sous forme de concentré et deux tiers sont produit sur l'exploitation sous forme de grain (112 q).

2°) - BREBIS

Une brebis mange pendant la lactation 35 à 40 kg de grains et concentrés :

$$- 35 \text{ kg} \times 350 \approx 122 \text{ q}$$

$$- 40 \text{ kg} \times 350 \approx 140 \text{ q}$$

Au total, la quantité de grains consommés sur l'exploitation est la suivante :

$$- 168 + 122 = 290 \text{ q}$$

$$- 168 + 140 = 308 \text{ q.}$$

Nous retiendrons une valeur moyenne de 300 quintaux.

Les besoins en céréales sont assurés par la mise à la disposition de 6 ha de céréales (orge et avoine) qui produisent avec un rendement de 40 q à l'hectare : $40 \times 6 = 240 \text{ q}$.

Il reste à acheter, pour couvrir les besoins : $300 - 240 = 60 \text{ q}$, ce qui représente, à 114 F le quintal : $114 \times 60 = 6\,832 \text{ F}$.

B - COMPTE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 1975 - 1976 considéré comme année normale

DEBIT (CHARGES)		CREDIT (PRODUITS)	
<u>ENGRAIS DES 8 HA DE PATURE</u>		... <u>AGNEAUX</u> (Boucherie) :	
- Azotés : 70 unités 140)		420	
- Phosphatés : 70 unités 200)	400 F/ha X 8 ha	- 63 agnelles gardées	
- Potassiques : 70 unités 60)		357 X 273 F =	97 461,00 F
	3 200,00 F	(273 = 15,1 kg X 18,10 F/kg)	
<u>ALIMENTS ACHETES</u>		... <u>BREBIS DE REFORME</u>	
- Agneaux : Concentré.....	6 832,00 F	63 X 80 Z = 50 X 150 F =	7 500,00 F
Lait artificiel....3,6 F X 200 ..	720,00 F	(150 F = 20 kg X 7,50 F)	
- Brebis : Condiments minéraux		... <u>LAINES</u>	
3,65 kg X 2 F X 350.....	2 555,00 F	350 kg X 3,50 F =	1 225,00 F
<u>FRAIS VETERINAIRES ET VITAMINES</u> : 10 F X 350.	3 500,00 F		
<u>FOURNITURES DIVERSES</u>	2 100,00 F		
<u>BERGER</u> : Salaire réel.....	13 500,00 F		
Charges sociales.....	7 420,00 F		
Cotisations.....	1 050,00 F		
<u>TONTE</u> : 60 F/h X 12 h.....	720,00 F		
Electricité : 600 F)			
Responsabilité Civile : 120 F)			
Assurance Incendie : 700 F)	1 740,00 F		
Frais divers de gestion : 320 F)			
<u>FRAIS FINANCIERS</u> (Prêts bâtiments et cheptel			
vif).....	2 644,00 F		
<u>FERMAGE</u> : - 8 ha.....	3 200,00 F		
- Estive.....	2 500,00 F		
<u>AMORTISSEMENT DU BATIMENT</u>	7 533,00 F		
<u>CEREALES ET FOURRAGES PRODUITS DUR L'EXPLOI-</u>			
<u>TATION</u> :			
Grain : 240 q X 55 F = 13 200 F)			
Foin : 160 q X 200 F = 32 000 F)	45 200,00 F		
<u>EDENT D'EXPLOITATION</u>	1 772,00 F		
<u>TOTAL</u>	106 186,00 F	<u>TOTAL</u>	106 186,00 F

C - LA CAMPAGNE 1976-1977, ANNEE SECHERESSE

Nous avons étudié et analysé les effets et conséquences de la sécheresse sur une période de 12 mois, débutant au printemps 1976 et se terminant en fin d'hiver 1977.

1°) - FOIN

La production est de moitié inférieure : 80 tonnes au lieu de 160 tonnes. Il s'y ajoute un stock de report de 5 tonnes. 85 tonnes sont disponibles pour passer l'hiver 1976-1977 et il s'agit-là uniquement de premières coupes de luzerne nécessaire aux agneaux. Un hypothétique regain sera séché ou pâturé.

2°) - CEREALES

Les rendements sont plus faibles. Les 240 quintaux habituellement obtenus sur 6 ha ont été produits sur 7 ha.

3°) - ESTIVE

L'estive a été assurée en totalité, mais des transports d'eau pour l'abreuvement ont été nécessaires.

4°) - EVOLUTION DU TROUPEAU

La situation critique due à la sécheresse a conduit l'éleveur à annuler la lutte de juillet.

Cette lutte permet, habituellement, sur 1/4 à 1/3 de l'effectif un agnelage de DECEMBRE-JANVIER.

Il faut compter entre 87 et 116 agneaux en moins, une bonne moyenne étant 100 agneaux en moins.

5°) - PAILLE

Un stock de paille a été constitué.

D - MODIFICATIONS APPORTEES AU COMPTE D'EXPLOITATION 1976-1977

Voyons, maintenant, quelles ont été, dans ces conditions, les modifications apportées au compte d'exploitation 1976-1977.

1°) - POUR LES AGNEAUX

L'éleveur ayant été contraint d'annuler la lutte de juillet, 320 agneaux sont nés au lieu de 420.

Sur ces 320, on conserve 63 agnelles pour le renouvellement.

257 agneaux sont destinés à la vente, d'où un produit (crédit) en diminution de : $273 \text{ F/agneau} \times 100 \text{ agneaux} = 27\,300 \text{ F}$.

Mais la non reproduction de ces agneaux entraîne l'annulation d'une partie des charges d'alimentation (débit).

a) - FOIN

Les besoins sont de 12,8 tonnes au lieu de 16,8 tonnes, d'où nécessité d'acheter du foin de deuxième coupe.

Selon le type de foin, la dépense est la suivante :

$$- 500 \text{ F/t} \times 12,8 = 6\,400$$

$$- 550 \text{ F/t} \times 12,8 = 7\,040 \dots \dots \text{ nous retiendrons cette hypothèse moyenne}$$

$$- 600 \text{ F/t} \times 12,8 = 7\,680.$$

b) - CONCENTRES

Les besoins sont de 128 q au lieu de 168, d'où consommation de 40 q de moins selon le mode d'alimentation habituel.

En fait, la décision d'abandonner l'achat d'aliment du commerce (en hausse du fait de l'augmentation forte de la demande) entraîne une charge en moins de 6832 F par rapport à 1975 et une augmentation de la consommation de céréales (y compris du blé) :

$$- 45 \text{ kg} \times 320 = 144 \text{ q} \text{ représentant à } 33 \text{ q/ha} = 4,4 \text{ ha}$$

$$\text{à } 35 \text{ q/ha} = 4,1 \text{ ha.}$$

c) - LAIT

La modification de la ration des brebis entraînera une consommation plus importante de lait artificiel par les agneaux, difficile à chiffrer, c'est pourquoi nous ne modifierons pas ce poste.

d) - FRAIS VETERINAIRES

Voir BREBIS.

.../...

Cette hypothèse est à retenir en complément d'un achat de foin de 60 tonnes (première hypothèse ci-dessus).

Dans l'hypothèse d'un achat de foin de 23 tonnes (seconde hypothèse) et d'un complément de 37 tonnes de paille, l'équilibre de la ration ne sera assuré qu'avec une complémentation suffisante de l'ordre de 111 quintaux de céréales, d'où une consommation totale de $93 + 111 = 204$ quintaux.

c) - CONDIMENTS MINERAUX

Une légère augmentation devrait être prévue en cas d'utilisation de paille. Elle entraîne une charge supplémentaire de :
 $2\ 800\ F - 2\ 555\ F = 245\ F$.

d) - FRAIS VETERINAIRES ET DIVERS

Ces deux postes représentant une charge de 16 F par brebis, une économie de 2 F par brebis peut-être envisagée du fait de la diminution du nombre d'agneaux, soit : $350 \times 2\ F = 700\ F$ de charges en moins.

3°) - ENSEMBLE DU FOIN POUR BREBIS ET AGNEAUX

Agneaux : 12,8 t de 2ème coupe X 550 F = 7 040 F)
Brebis : 60 t de 1ère coupe X 500 F = 30 000 F) 37 040 F (1ère hypothèse)

Agneaux : 12,8 t de 2ème coupe X 550 F = 7 040 F)
Brebis : 23 t de 1ère coupe X 500 F = 11 500 F) 20 094 F (2ème hypothèse)
37 t paille = 1 554 F)

4°) - ENSEMBLE DES GRAINS POUR BREBIS ET AGNEAUX

Agneaux : 144 quintaux)
Brebis : 93 quintaux) 237 quintaux

produits sur l'exploitation : 6 ha X 35 q/ha = 210 q

Sont achetés à l'extérieur : $237 - 210 = 27\ q$ à 100 F le quintal :

2 700 F dans la 1ère hypothèse

Agneaux : 144 q)
Brebis : 204 q) 348 q

$348\ q - 210\ q$ produits sur l'exploitation = 138 q achetés à l'extérieur
 $138\ q \times 100\ F = 138\ 000\ F$ dans la deuxième hypothèse.

E - CHIFFRONS, MAINTENANT, LE DEFICIT PROBABLE DE LA CAMPAGNE 1976-1977

PREMIERE HYPOTHESE : Achat de foin et pas d'utilisation de paille.

- <u>PRODUITS EN MOINS</u> :	Agneaux.....	27 300 F
	Brebis.....	750 F
- <u>CHARGES EN PLUS</u> :	Foin.....	37 040 F
	Céréales (210 q à 55 F).....	11 500 F
	Concentrés (27 q à 100 F)...	2 700 F
	+ C. M. V. ..	
	TOTAL.....	-79 340 F
- <u>CHARGES EN MOINS</u> :	Foin (80 t à 200 F).....	16 000 F
	Céréales (240 q à 55 F).....	13 200 F
	Aliments des agneaux.....	6 832 F
	Frais Vétérinaires.....	700 F
	TOTAL.....	+36 732 F

36 732 F - 79 340 F = - 42 608 F.

Solde de compte en situation normale : 1 772 F.

DEFICIT NET : 40 836 F

SECONDE HYPOTHESE : Achat de foin et utilisation de paille avec complémentation par des céréales.

- <u>PRODUITS EN MOINS</u> :	Agneaux.....	27 300 F
	Brebis.....	750 F
- <u>CHARGES EN PLUS</u> :	Foin et paille.....	20 094 F
	Céréales (210 q à 55 F).....	11 550 F
	Concentrés (138 q à 100 F)..<	13 800 F
	+ C. M. V. ..	245 F
	TOTAL.....	-73 739 F
- <u>CHARGES EN MOINS</u> :	Foin (80 t à 200 F).....	16 000 F
	Céréales (240 q à 55 F).....	13 200 F
	Aliments agneaux.....	6 832 F
	Frais Vétérinaires.....	700 F
	TOTAL.....	+36 732 F

En faisant entrer en jeu le solde de compte :

- 37 007 F + 1772 F = - 35 235 F

DEFICIT NET = 35 235 F

F - CONSEQUENCES DE LA SECHERESSE SUR CETTE EXPLOITATION

Nous pouvons voir que le manque de fourrage entraîne, quel que soit le type d'alimentation de substitution envisagée, une augmentation du coût d'alimentation total, que l'on utilise la paille (ce qui nécessite l'emploi de complément concentré) ou non.

De plus, le nombre d'agneaux produit sera en diminution du fait de la décision de supprimer une partie de la lutte.

Cette décision, à posteriori, peut paraître critiquable, mais elle s'explique par la difficulté d'entrevoir, au moment où la lutte devait être décidée, la durée et l'importance de la sécheresse et son influence sur les cours des aliments du bétail.

D'emblée, nous voyons qu'il valait mieux, pour l'éleveur, utiliser une ration de substitution à base de paille. Mais, devait-il pratiquer la lutte à l'époque actuelle ?

Comparons les deux décisions possibles :

... Différer la lutte aboutissait à un déficit de - 40 836 F ou - 35 235 F, selon l'alimentation de substitution.

... Ne pas différer la lutte et acheter l'alimentation manquante au même cours.

Produits en plus - produits en moins :

- <u>NOUVELLES CHARGES</u> :	Foin (72,8 t).....	37 040 F
	Foin (+ 4t).....	2 200 F
	Céréales (210 q X 55 F)....	11 500 F
	Concentrés (27 q X 100 F)..	2 700 F
	+ 40 q X 100 F ..	<u>4 000 F</u>
	TOTAL.....	- 57 490 F
- <u>CHARGES EN MOINS</u> :	Foin (200 F X 80 t).....	16 000 F
	Céréales (55 F X 240 q)....	13 200 F
	Aliments agneaux.....	<u>6 832 F</u>
	TOTAL.....	+ 36 032 F

DEFICIT NET : 36 032 F - 57 490 F = - 21 458 F
--

Donc, pour répondre à la question : "FAUT-IL DIFFERER LA LUTTE DE JUILLET OU NON ?", il aurait fallu pouvoir répondre aux questions suivantes

.../...

- A quel prix seront, à l'automne 1976, le foin, les céréales, les concentrés ?

- Le cours des agneaux nés en NOVEMBRE et DECEMBRE 1976 et vendus en FEVRIER MARS sera-t-il en hausse ou en baisse ?

On peut donc corriger l'hypothèse précédente en envisageant du foin à 700 F la tonne (chiffre très élevé ayant eu cours dans certaines Régions pendant un petit laps de temps) et en admettant un léger fléchissement des cours de l'agneau et des brebis de réforme. On aboutit à un résultat désastreux si on décide de ne pas différer la lutte en juillet.

L'éleveur, qui pourrait se trouver en présence d'une augmentation du coût alimentaire dont il ne connaissait pas, à l'avance, la limite, hésite à s'engager dans cette direction et décide de limiter sa production.

Son unique objectif alors est de conserver son cheptel de brebis dans les meilleures conditions.

Pour conclure cette étude, nous voyons :

- d'une part qu'il est très défficile, pour l'éleveur, de prendre des décisions au moment où elles sont nécessaires, en cas de catastrophes climatiques ; et

- d'autre part, qu'évaluer les pertes dues à la sécheresse au niveau d'une exploitation est une entreprise longue, difficile et rétrospective.

L'exploitation considérée est située dans la zone à indemnité moyenne de la Drôme et touche donc 100 F par U. G. B..

Il atteint le plafond de l'aide maximale (ayant plus de 30 U. G. B.) accordée aux éleveurs, soit 3000 F. Force nous est de constater que dans aucune des trois hypothèses que nous avons faites, cette aide est suffisante pour combler le déficit dû à la sécheresse.

Le 15 JUILLET 1976, M. Jacques CHIRAC, devant une Délégation du C. N. J. A. déclare :

"Le Gouvernement aidera les agriculteurs, quel qu'en soit le coût, à obtenir en 1976 un revenu égal à celui de 1975".

Il s'agit donc de maintenir un certain niveau de revenu plus que de pallier un manque à gagner spécifiquement dû à la sécheresse.

V - LES AIDES FINANCIERES AUX AGRICULTEURS VICTIMES DE LA SECHERESSE

A - PRINCIPES GENERAUX

Dans le but de maintenir durant l'année 1976 un revenu global égal à celui de 1975 pour les agriculteurs, comme le Président de la République s'y était engagé, le Gouvernement a arrêté un ensemble de mesures.

Ces mesures ont été proposées par la Commission des Comptes de l'Agriculture réunie le 14 SEPTEMBRE 1976.

Les voici très brièvement exposées :

- une aide directe de 6 milliards de francs,*
- des prêts calamités dont la durée est portée de 4 à 7 ans, sans changement de taux,*
- l'ouverture d'un montant de prêts-relais à court terme de 1,5 milliards de francs.*

Les 6 milliards d'aide directe aux agriculteurs se décomposent de la façon suivante :

... 1,5 milliard consacré principalement :

= à la prise en charge des intérêts 1976 des prêts jeunes agriculteurs et des prêts spéciaux élevage pour l'ensemble du territoire français ;

= à un ensemble de mesures spécifiques d'ordre sanitaire et génétique destinées à aider les éleveurs à maintenir l'outil de production malgré la sécheresse ;

= au coût prévisible de la bonification d'intérêt des prêts calamités qui seront accordés du fait de la sécheresse.

... 4,5 milliards d'aides directes versés aux agriculteurs à partir d'enveloppes attribuées à chacun des Départements affectés par la sécheresse :

= La répartition de ces enveloppes, entre les Départements, s'est effectuée selon les critères suivants :

.../...

- ° intensité de la sécheresse mesurée à partir du déficit fourrager et des indications pluviométriques (Cf parties 1 et 3 de la thèse) ;
- ° la richesse relative des Départements appréciée selon le revenu moyen par personne active dans l'agriculture.

Cette clef de répartition s'applique aux seules productions animales et végétales les plus touchées par la sécheresse ; l'essentiel de l'aide directe étant attribué aux éleveurs.

= A l'intérieur de chaque Département, une très large liberté d'appréciation est laissée au Préfet qui arrêtera les bases de la répartition des aides en liaison avec les Organisations professionnelles.

Il lui sera loisible d'établir des distinctions entre Régions naturelles et entre nature des cultures.

Seront exclus de l'aide les agriculteurs que le Gouvernement estime capables de faire face aux conséquences de la sécheresse, par le seul moyen des prêts calamités.

C'est le cas des agriculteurs dont le revenu cadastral excède 5760 F, sauf dans les Départements où les Préfets seront autorisés à substituer à ce critère la prise en considération de la superficie de l'exploitation.

Cf annexes : Circulaire interministérielle du 25 NOVEMBRE 1976 adressée aux Préfets et Directeurs Départementaux de l'Agriculture, précisant les conditions d'application de la réglementation des aides.

Décret et arrêté interministériels du 16 NOVEMBRE 1976.

Seront exclus également ceux pour lesquels l'agriculture ne constitue pas l'activité principale et qui disposent de ressources suffisantes pour faire face aux dommages subis.

Par ailleurs, les bénéficiaires de l'aide exceptionnelle verront celle-ci plafonner, par exploitation, à un chiffre correspondant à 30 fois la valeur de l'aide attribuée par unité de gros bétail (U. G. B.), pour les agriculteurs inscrits à l'AMEXA et assimilés.

Enfin, les Préfets sont invités à rappeler aux bénéficiaires du soutien de l'Etat le prix que le Gouvernement attache au maintien du niveau de l'emploi pour les salariés d'exploitation et à la couverture du chômage partiel pour l'ensemble des activités liées à l'agriculture.

Annexes : article 12 de la loi de finances rectificative du 29 OCTOBRE 1976,

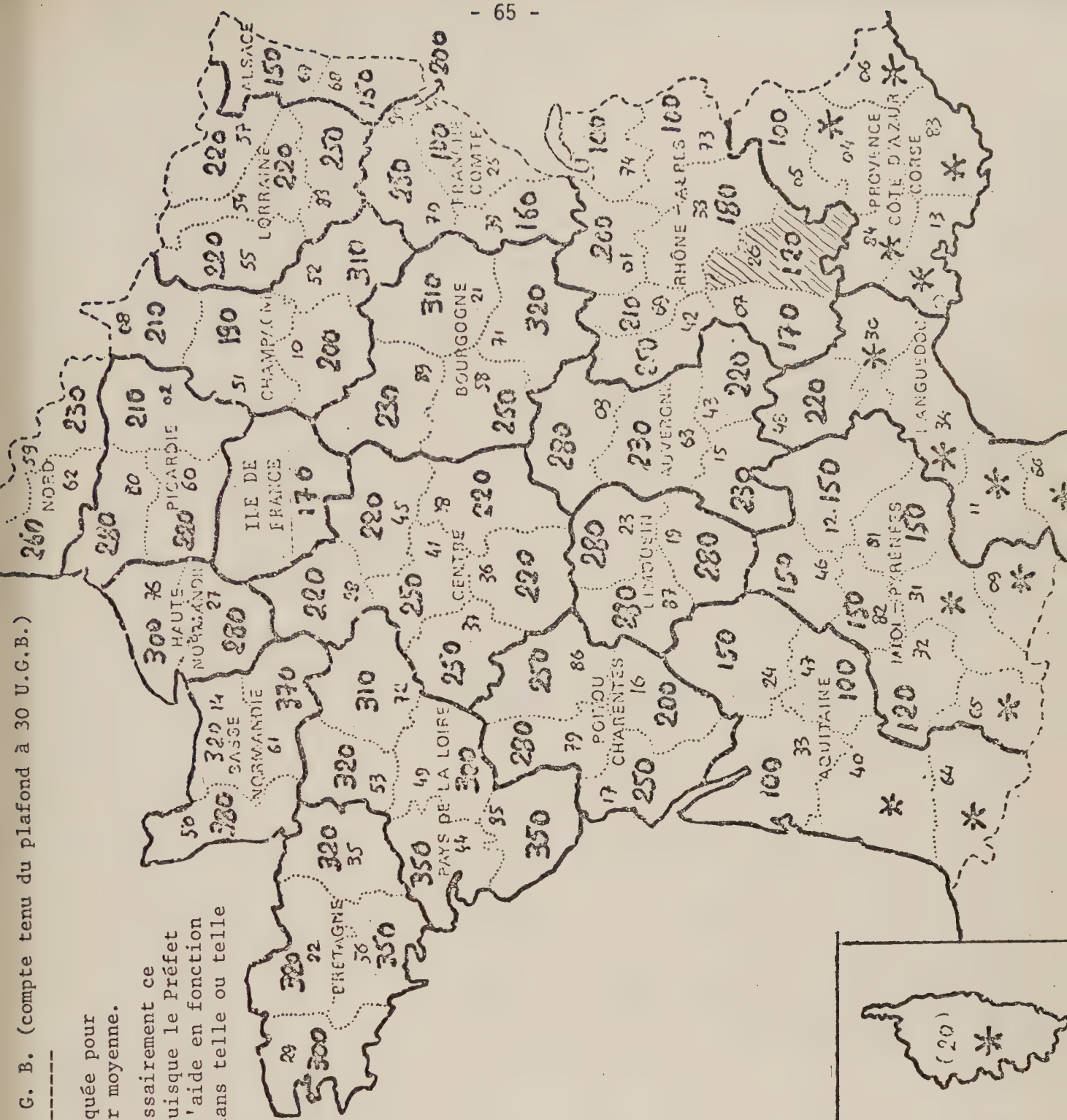
décret du 16 NOVEMBRE 1976,

arrêté interministériel du 16 NOVEMBRE 1976,

circulaires conjointes du Ministre de l'Agriculture et du Ministre de l'Economie et des Finances du 25 NOVEMBRE 1976.

La valeur à l'U. G. B. indiquée pour chaque Département est une valeur moyenne.

Elle ne représente pas nécessairement ce que touchera chaque exploitant puisque le Préfet aura la possibilité de moduler l'aide en fonction de l'intensité du dommage subi dans telle ou telle partie du Département.



* Départements bénéficiant (comme le reste du territoire) de la prise en charge des intérêts 1976 des prêts Jeunes Agriculteurs et des prêts spéciaux d'élevage, et éventuellement des mesures ponctuelles.



B - LES AIDES DANS LE DEPARTEMENT DE LA DROME

1°) - PRINCIPES

A la suite de l'avis de la Commission Départementale réunie le 8 DECEMBRE 1976 (annexe), constituée par arrêté préfectoral n° 6076 du 1er DECEMBRE 1976 (annexe), et sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture, le Préfet prend le 15 DECEMBRE 1977 un arrêté fixant les taux d'indemnités dues aux éleveurs particulièrement atteints par la sécheresse (annexe : texte de l'arrêté préfectoral n° 1196).

Comme il apparaît sur la carte, le montant global de l'enveloppe départementale est fixé à 120 F par U. G. B..

Le montant forfaitaire de l'indemnité par U. G. B. suit la répartition de l'aide en deux zones :

- a) - UNE ZONE A INDEMNITE MAJOREE à l'intérieur de laquelle les éleveurs bénéficient d'une indemnité de 200 F par U. G. B. (y compris l'aide à valoir de 50 F par U. G. B.).

Cette zone englobe 38 Communes réparties en deux flots :

= l'flot du Vercors (26 Communes dont la liste est en annexe)

= l'flot du Nord du Département qui s'étend sur 12 Communes

- b) - UNE ZONE A INDEMNITE MOYENNE où les éleveurs touchent 100 F par U. G. B. (aide à valoir de 50 F par U. G. B. comprise) et qui s'étend sur l'ensemble des autres Communes du Département.

2°) - CHRONOLOGIE

Deux types d'aides ont été successivement allouées dans la Drôme :

- a) UN SECOURS D'URGENCE aux exploitations mises en situation de détresse par la sécheresse.

Cette aide de caractère exceptionnel a pour objet d'apporter une solution à des problèmes de trésorerie particulièrement graves causés par la sécheresse, problèmes qui seraient de nature à ruiner des exploitations normalement viables.

Un crédit de 700 000 F a été alloué au Département de la Drôme, au titre de ce secours d'urgence.

Dès le 13 OCTOBRE 1976, il a été donné satisfaction

aux demandes d'aide présentées par les éleveurs ayant dû effectuer des transports d'eau pour abreuver leur bétail et par les Associations Foncières contraintes à réaliser des recherches d'eau pour satisfaire les besoins d'irrigation de leurs membres.

b) L'AIDE AUX AGRICULTEURS VICTIMES DE LA SECHERESSE
(Annexe : décret du 16 NOVEMBRE 1976) :

Elle se décompose en une aide "à valoir" et une aide définitive.

= AIDE "A VALOIR"

C'est une aide de 50 F par U. G. B., à valoir sur l'aide définitive. Les éleveurs concernés ont été invités à faire la déclaration de leur cheptel sur des imprimés qui leur ont été distribués et sous le contrôle des Commissions Communales.

Ces demandes doivent être retournées à la Direction Départementale de l'Agriculture avant le 15 OCTOBRE par les Maires.

Cette aide "à valoir" a été mise en paiement avant la fin du mois de NOVEMBRE 1976, un premier acompte de crédit de 1 184 000 F étant parvenu.

= AIDE DEFINITIVE

Cette aide a été fixée par l'arrêté préfectoral du 15 FEVRIER 1977.

Le 25 MAI 1977, la Commission de Répartition des aides "sécheresse" a enfin terminé le principe des répartitions qui portent sur une somme totale de 14 058 000 F dont 703 000 F affectés en réserve pour cas particuliers.

C'est au total 6710 dossiers sur 8 000 environ qui ont été complétés et indemnisés dans la Drôme.

Sans entrer dans le détail de l'indemnisation "sécheresse" pour les productions végétales (ce qui n'est pas le but de notre propos), nous remarquons que pour 2334 éleveurs qui n'avaient pas répondu correctement au questionnaire de l'Administration, le solde (aide définitive moins l'aide à valoir) a été payé avec l'indemnisation des productions végétales ; c'est à dire fin juin et courant juillet, soit un an après la sécheresse.

Enfin, dans chaque secteur, le plafond d'aide sécheresse est fixé par exploitant à :

- 3 000 F dans les zones à 100 F/U. G. B.,

- 6 000 F dans les zones à 200 F/U. G. B.,

aussi bien pour les productions animales que végétales.

Certains agriculteurs exerçant une autre activité à titre accés-

.../...

soire ne percevront l'aide que dans la limite de 10 U. G. B..

Sur le terrain, la distribution de l'aide gouvernementale ne sera pas facile.

Dès la séance du 27 AOUT 1976, le Directeur Départemental de l'Agriculture disait au Conseil Général de la Drôme :

"Les situations individuelles seront d'autant plus variées que dans notre Département la sécheresse n'a pas sévi uniformément.

Telle averse providentielle pour un exploitant n'aura pas touché son voisin.

La conclusion la plus immédiate est que la plus grande prudence, la plus totale objectivité seraient nécessaires pour une équitable répartition des aides exceptionnelles annoncées au titre de la sécheresse".

L'analyse technique des effets de la sécheresse, que nous avons réalisée dans la troisième partie, ne peut véritablement déboucher sur une analyse économique, encore plus délicate à appréhender ; chaque exploitation étant un cas particulier :

- du fait de sa situation géographique,
- selon l'espèce entretenue principalement,
- mais surtout selon sa fragilité financière.

Ainsi, on peut craindre qu'une aide véritable ne puisse jamais être apportée à une exploitation d'élevage en difficulté, autrement que par une aide individuellement estimée au vu d'une analyse financière (à noter, à ce titre, que sur environ 15 000 exploitations agricoles dans la Drôme, le Centre de Gestion n'en suit que 2 500 environ).

C - FINANCEMENT DES AIDES

Le 25 AOUT 1976, le Premier Ministre, M. Jacques CHIRAC, démissionne et M. BARRE le remplace.

Au même moment est décidée la première aide directe de 2,2 milliards de francs à l'U. G. B., à valoir sur les mesures du mois de septembre.

En même temps, l'allongement des prêts calamités à 7 ans et la prise en charge des intérêts jeunes agriculteurs dans les Régions les plus touchées par la sécheresse sont acceptés.

C'est alors que le Gouvernement décide que c'est un IMPOT qui couvrira l'aide aux agriculteurs.

En effet, les mesures d'aides prises sont financées par le budget de l'Etat.

Les dépenses supplémentaires, ainsi occasionnées, pouvaient être couvertes par un emprunt ou par l'augmentation de certaines taxes.

Cette solution avait été envisagée en juin et juillet, mais n'a pas été finalement retenue.

Pourtant, il n'est pas légal d'affecter un impôt direct à une dépense précise du budget. Il est à remarquer que cet impôt a tout de suite trouvé son nom, apte à frapper les imaginations : L'IMPOT SECHE-RESSE.

Les réactions ne se sont alors pas fait attendre : tous les salariés se déclarent hostiles à cet impôt, comme le montrent les déclarations provenant de la C. G. T., C. F. D. T. et F. O. à l'unisson avec la C. G. C..

Les grands Syndicats Agricoles (F. N. S. E. A., C. N. J. A.) restent déçus.

Les Partis politiques de Gauche s'y opposent aussi.

Le Parti Communiste dénonce ceux qui ont profité de la sécheresse comme les fabricants d'aliments du bétail ou de boissons et propose de prélever un impôt sur les bénéfices de ces Sociétés, ainsi que sur les réserves financières des Groupes Chimiques et Pétroliers. Il dépose, en AOUT 1976, un projet de loi prévoyant une aide aux agriculteurs touchés par la sécheresse.

Le Parti Socialiste propose, le 2 SEPTEMBRE 1976, par la voix de son Secrétaire Général François MITTERRAND, un impôt sur les grandes fortunes et sur les Sociétés, en particulier sur celles qui ont réalisé des profits substantiels grâce à la sécheresse.

Personne ne veut de cet IMPOT SECHERESSE. La réaction de rejet par l'opinion publique s'accroît. Même les ouvriers agricoles le rejettent parce qu'oubliés, aucune mesure n'a, en effet, été prise pour sauvegarder leur emploi, ce que la F. G. A. - C. F. D. T. demandera à plusieurs reprises (annexe : Le Monde du 19-20 SEPTEMBRE 1976 et divers numéros d'A. P. L. Paysans).

De plus, les fabricants de parapluies, les marchands d'engrais, les fabricants de matériel agricole, les petites et moyennes entreprises, les limonadiers même s'opposent à cet impôt qu'ils estiment injuste.

Eux-aussi auraient voulu leur part d'aides.

Ils estiment que la sécheresse est un risque conjoncturel que l'Entreprise Agricole doit assumer de la même façon qu'une petite ou moyenne entreprise.

Ainsi, pendant un bon mois (puisque la publication du plan d'austérité - également appelé "Plan BARRE" - et des mesures d'aides aux agriculteurs intervient le 22 SEPTEMBRE) cet impôt mobilise le Pays entier soulevant de

.../...

justes problèmes :

- Inégalité fiscale ?
- A qui profite la sécheresse ?

Le débat reste toujours sur le terrain choisi par le Gouvernement qui laisse se creuser le fossé entre les agriculteurs et le reste de la Nation.

L'analyse du collectif budgétaire du 22 SEPTEMBRE 1976 montre que ce dernier ne concerne pas seulement les agriculteurs. Les recettes de ce collectif proviennent de l'impôt exceptionnel, des relèvements de certaines taxes et de plus-values fiscales.

Quant aux dépenses, outre les aides accordées à l'agriculture en détresse, 3,4 milliards sont destinés à la Sécurité Sociale, au Ministère de la Défense et à celui de l'Education Nationale.

Les aides agricoles ne consomment qu'un peu plus de la moitié des ressources du collectif budgétaire si complaisamment désigné sous le nom d'IMPOT SECHERESSE.

Il semble qu'un tel IMPOT soit une mesure de politique économique plutôt que de financer un déficit par des taxations supplémentaires qui risqueraient d'alimenter l'inflation, on procède à un prélèvement sur les revenus, ce qui devrait avoir pour conséquence une diminution de la consommation. Ce prélèvement serait insuffisant à lui seul ; on y ajoute alors un encadrement du crédit.

En réalité, cet impôt exceptionnel est rattaché étroitement au Plan BARRE, plan d'austérité ne l'oublions pas. Par ailleurs, il a réussi à dresser les salariés, de l'ouvrier jusqu'au cadre supérieur, contre les paysans.

Le pouvoir revendicatif de ces derniers en est d'autant diminué.

On peut dire que l'impôt sécheresse et les réactions hostiles de la majorité des français ont rendu les paysans les "obligés" du Gouvernement. Encore, actuellement, l'IMPOT SECHERESSE est un handicap pour ceux qui voudraient marquer leur opposition à la taxe de co-responsabilité sur les excédents laitiers ou qui revendiqueraient des hausses sur les prix agricoles.

.../...

D - LES AIDES : ANALYSE DES EFFETS ET DES CONSEQUENCES

Nous avons vu quelles étaient les mesures prises par l'Etat.

Résumons-les et tentons d'analyser leurs effets et leurs conséquences sur la petite et moyenne agricultures (seules existantes dans le Département de la Drôme).

1°) - EFFICACITE DE L'AIDE SELON LE TYPE D'AGRICULTURE

Pour la petite agriculture, une telle aide, portée par un faible nombre d'U. G. B., n'est guère efficace, ni même suffisante comme complément de revenu.

On peut critiquer le plafonnement de l'aide à 30 U. G. B. par exploitant, car il semble bien que ce soit une mesure démagogique.

En effet, sur le plan national, moins de 4 % des exploitants possédaient plus de 30 bovins au 1er JANVIER 1973 (d'après la revue S. C. E. E. S. de JANVIER 1975 : Etudes statistiques du Ministère de l'Agriculture).

Souvenons-nous qu'en 1974 une prime à la vache avait été attribuée pour les quinze premières vaches.

Puisque le principe est le même, pourquoi avoir doublé le seuil maximum plutôt que doubler l'aide par bête ?

Tout simplement parce qu'en procédant ainsi, on échappe à une dépense importante, même si l'on précipite l'élimination des petits éleveurs par ailleurs.

Toujours selon la Revue S. C. E. E. S. de JANVIER 1975, les exploitations de moins de 15 vaches, auxquelles il faut ajouter quelques U. G. B. pour les élèves, représentaient plus de 5 % des exploitations de France.....

La Drôme ne se présente pas comme un Département de gros élevage, comme nous l'avons vu en deuxième partie.

Pour les petits éleveurs, l'aide gouvernementale se résume donc à une subvention attribuée à la tête d'animaux, un bon nombre d'entre eux n'étant pas ou plus emprunteur en prêts jeunes agriculteurs ou élevage.

A ces aides maximales à l'U. G. B. s'ajoutent, pour l'agriculture moyenne endettée, des prêts à taux bonifiés du Crédit Agricole, c'est-à-dire cette couche intermédiaire d'éleveurs qu'il faut encore aider à se moderniser.

L'aide obéit à des considérations autres que sociales. Cette couche d'éleveurs est la principale productrice de certains services (lait, viande) et les aides doivent permettre de maintenir ce potentiel de produc-

tion et seront plus importantes.

Ces emprunts à taux bonifiés doivent se demander, se mériter et comportent des risques.

Chacun connaît le souci de bonne gestion du Crédit Agricole qui entraîne souvent l'absence de prêts à des éleveurs en sérieuses difficultés, l'attribution de prêts avec de solides cautions pour les repêchables et des prêts largement ouverts voire proposés aux agriculteurs les plus fiables.

Selon certains, la petite agriculture a mieux résisté à l'épreuve de la sécheresse.

Citons, par exemple, François GUILLAUME, Secrétaire Général de la F. D. S. E. A. en DECEMBRE 1976 dans la presse syndicale :

"On ne se rend pas assez compte que les conséquences de la sécheresse auraient été encore plus catastrophiques si notre agriculture n'était pas ce qu'elle est.

Si, par exemple, le capital que représente le cheptel a pu être sauvé, c'est parce qu'il est réparti sur les centaines d'exploitations.

C'est parce que les éleveurs sont responsables, personnellement, de troupeaux qu'ils connaissaient et maîtrisaient parfaitement.

Par un surcroît de travail, par des astuces dans l'utilisation des ressources existantes et souvent négligées jusque là, par la solidarité dont ils ont su faire preuve, par le sacrifice d'une partie de leur revenu, ces éleveurs ont réussi à garder leurs animaux.

Si l'élevage avait été concentré dans de grandes exploitations, comme le souhaitent encore certains "experts", il n'aurait pas résisté au choc de la sécheresse : les exigences de la rentabilité, les difficultés d'adaptation de telles exploitations auraient amené, sinon sa disparition, du moins son amputation".

On a pu observer l'élaboration de techniques artisanales pour lutter contre la sécheresse, pour perpétuer l'outil de production en palliant le déficit fourrager.

Citons par exemple :

- l'accélération de la mise à la réforme des animaux les plus âgés ou les moins productifs,
- l'alimentation assurée par cueillette de feuillage ou utilisation de paille,
- et autres nombreuses astuces reposant parfois sur l'expérience traditionnelle, parfois sur l'innovation.

.../...

Pour les exploitations de taille moyenne, la sécheresse apparaît comme une sorte d'avatar du processus général d'intensification et de croissance des exploitations dites "d'avenir". Beaucoup se demandent si ce ne sont pas les exploitations les plus intensifiées et modernisées qui vont se révéler les plus fragiles à l'épreuve.

Plusieurs faits vont dans ce sens. En effet :

.... Les pertes de production fourragère sont les plus fortes. L'échec des semis de printemps (maïs, prairies temporaires ou tout autre exemple de moyens d'intensification fourragère) semble sanctionner l'imprudence de certains modèles techniques "passe-partout", diffusés par une vulgarisation tout orientée vers la productivité.

.... Les pertes financières immédiates sont représentées par les dépenses d'engrais et de semences inutiles.

.... Leur situation financière est très tendue du fait de l'endettement qui est de règle dans ce type d'exploitation.

La sécheresse fait réfléchir : pour un temps, dans la presse agricole, l'agriculteur modèle n'est plus l'impétueux chef d'entreprise, mais le "débrouillard qui se rappelle des conseils de son grand-père".

Peut-on penser que l'orientation de ces exploitations vers l'intensification les a fragilisées et ainsi rendues plus vulnérables à l'aléa climatique exceptionnel qu'a été la sécheresse ?

Aucune règle simple ne nous semble pouvoir être dégagée quant à la sensibilité différente des exploitations selon leur degré d'intensification et de modernisation.

Le petit éleveur, polyproducteur le plus souvent, a pu sans doute s'adapter plus rapidement à la situation de crise. Réformant quelques animaux retrouvant des techniques artisanales pour lutter contre la sécheresse, allongeant sa saison d'estive, il a pu sembler tirer son épingle du jeu, du moins au début.

Mais, si les éleveurs modernisés et intensifiés ont paru plus en danger au début de la sécheresse, par la suite :

- Ils ont prévu mieux et plus vite les approvisionnements de remplacement.
- Ils ont pu reconstituer les stocks de fourrages, en profitant de l'automne très favorable cette année-là à la pousse de l'herbe et aux cultures dérobées. Les agriculteurs bien équipés, qui disposaient du matériel nécessaire, ont pu installer, dès le retour des pluies, de grandes surfaces en cultures dérobées, destinées à être ensilées pour l'hiver.
- Ils ont su profiter, au maximum, des services des Conseillers Agricoles qui leur apportaient certaines innovations techniques : utilisation de paille, certes, mais avec divers additifs et concentrés, ensilage de nouveaux mélanges (avec colza ou paille), commande précoce de graines à semer.

- Ils ont pu trouver les ressources financières permettant de faire face aux achats nécessaires pour sauvegarder les performances du troupeau, parce qu'ils étaient plus au courant des possibilités d'opérations bancaires.

En définitive, il serait grossièrement simpliste d'affirmer que le processus d'intensification et de modernisation des exploitations est irrationnel et conduit à des élevages moins résistant aux calamités.

Il semblerait, en comparant les exploitations traditionnelles et les "modernisées" que l'on ait affaire à deux "manières de s'en sortir", deux façons de perpétuer l'outil de production, deux logiques différentes de résistance à la calamité.

Dans les deux cas, un surcroît de travail et une certaine diminution de la consommation familiale paieront une partie de la note.

L'exploitation traditionnelle, grâce à la subvention, survivra sans doute jusqu'à la retraite des éleveurs, au prix d'une légère décapitalisation qui, là-encore, étale les conséquences de la sécheresse dans le temps ; ses chances de se perpétuer au-delà s'en trouvent encore amenuisées.

L'exploitation modernisée s'endette et poursuit, avec les prêts bonifiés, la course à la productivité.

Sa dépendance envers le Crédit Agricole va se renforcer.

La sécheresse révèle et approfondit les différences existant entre ces deux types d'exploitation dans la mesure où l'Etat intervient, lui-même, en attribuant soit des subventions, soit des prêts selon le type d'exploitation considérée.

L'intervention sélective de l'Etat est donc une affaire politique. Elle s'inscrit, en effet, dans une certaine politique agricole et économique et dans la conjoncture difficile de la politique nationale à cette époque.

2°) - CONSEQUENCES SUR L'AGRICULTURE

a) EVOLUTION DE L'AGRICULTURE

La sécheresse est intervenue sur un monde agricole complexe où sont en oeuvre des mécanismes de sélection et d'évolution importants.

L'effet de la sécheresse sera de confirmer et d'accentuer ce processus.

L'aide de l'Etat accordée aux agriculteurs touchés par la sécheresse apparaît comme une subvention de plus à une catégorie sociale à laquelle on veut maintenir un statut d'assisté.

Cette aide est plus destinée à éviter la faillite de certains éleveurs qu'à combler le "trou" financier dû à cette calamité naturelle.

En effet, malgré les difficultés que nous avons pu rencon

trer pour chiffrer cette perte, force nous est de constater que les aides de l'Etat ont été insuffisantes.

Pour les petits éleveurs, la subvention permet à l'exploitation de vivoter jusqu'à leur retraite et les confirme dans leur trajectoire d'élimination.

Pour les exploitations plus modernisées, les prêts accordés à taux bonifiés du Crédit Agricole permettent le maintien du capital de production, mais ceci au prix d'une augmentation de leur dépendance vis-à-vis du Crédit. Ces exploitations devront encore plus investir et donc encore plus intensifier.

La sécheresse aura été un moyen pour le Gouvernement de réorienter sa politique agricole ; c'est le nouveau tournant qui s'affirme dans cette phrase du Ministre M. BONNET :

"Aux 300 000 jeunes agriculteurs qui prendront la relève d'ici la fin du siècle.....il faut qu'ils sachent que nos partenaires parlent plus volontiers de compétitivité que de douceur de vivre".

b) L'ACTION DE LA F. D. S. E. A.

Un évènement politique agricole, qui provoque le débat dans tout le Pays, est l'occasion de juger la place et la force des Organisations agricoles.

Il faut bien constater que durant l'année 1976, la F. N. S. E. A. aura été la plus active et la plus efficace dans l'encadrement des agriculteurs, sans doute parce que c'est la seule représentative des paysans selon le Gouvernement.

Quant aux autres Organisations (M. O. D. E. F., M. O. N. A. T. A. R....), ce n'est que par l'intermédiaire des Partis politiques auxquels elles sont liées qu'elles ont pu prendre une position nationale.

Lors de l'annonce, le 22 SEPTEMBRE 1976, des aides accordées aux agriculteurs, la F. N. S. E. A. se déclare déçue, mais elle accepte le Plan BARRE. Elle sera ainsi parmi les rares Organisations catégorielles ou syndicales à le faire, se rangeant ainsi d'une certaine façon aux côtés du Pouvoir, mais tout en protestant contre la baisse de revenu des agriculteurs.

La F. N. S. E. A. accepte, en fait, de jouer la division salarié-paysan pour mieux montrer (après les réactions violentes contre l'IMPOT SECHERESSE) que les agriculteurs n'ont rien à attendre de ceux-ci, des ouvriers ou de leurs Organisations. L'essentiel de son argumentation va se fixer sur la "sécheresse de coeur" des Français.

La F. N. S. E. A. a accentué son isolement au sein des Syndicats français, au point que lors des congrès récents de la F. D. S. E. A. et du C. N. J. A., une large part a été consacrée à la recherche de moyens permettant de redonner une bonne image des agriculteurs à l'ensemble de la Société française.

3°) - LES CONSEQUENCES POLITIQUES

Il fallait éviter que la sécheresse ait pour conséquences des hausses de prix qui se répercuteraient trop fortement sur l'indice des prix.

On a donc lutté contre les menées spéculatives de certains producteurs ou négociants.

Pourtant, le Gouvernement acceptera, en juillet, une hausse de 8,75 % des aliments du bétail qui, de toute évidence, n'est qu'une hausse d'anticipation..... Sans doute, cela a-t-il procuré quelque profit à ces industries agro-alimentaires ?

On peut aussi s'interroger sur l'efficacité douteuse de l'intervention gouvernementale sur le marché de la viande bovine.

Les bénéficiaires directs étaient les abatteurs agréés et non les producteurs : les premiers pouvaient, en effet, acheter sur le marché à très bas prix et revendre à la S. I. B. E. V. les carcasses adéquates au prix d'intervention.

Comme l'affirme un Conseiller Général d'un Canton rural de la Drôme :

"Les agriculteurs veulent un peu plus de dignité, et cette dignité - je crois - ne pourra leur provenir que par une véritable politique du revenu de leurs produits, une véritable et juste rémunération de leurs prix de revient des produits agricoles.....".

Après la fin du mois d'août, c'est la politique tout court qui occupe le devant de la scène.

Pendant deux mois, l'IMPOT SECHERESSE va alimenter tout un débat national et susciter de nombreuses prises de position hostiles.

L'opposition au plan d'austérité - aussi appelée Plan BARRE - se concrétisera surtout par une opposition généralisée à l'IMPOT SECHERESSE, véritable abcès de fixation.

L'analyse du financement de cette aide montre bien que celui-ci a été instauré (et appelé ainsi) pour opposer les paysans à tous les salariés visés par cet impôt. Il a contribué à faire considérer les agriculteurs comme les parents pauvres et assistés de la Nation, dans le but de diminuer leur pouvoir revendicatif au moment où il aurait fallu exiger l'attribution d'une aide efficace et justement nécessaire.

Nous citons une partie de l'intervention d'un Parlementaire de la Drôme :

"Oui, la solidarité de toutes les couches sociales en faveur de celle de ces couches qui est en détresse est légitime. C'est nécessaire. Nous, socialistes, l'avons toujours affirmé et c'est même un des principes fondamentaux

.../...

taux de la Société Socialiste, mais principe de valeur, permanent et non occasionnel, circonstanciel à une catastrophe lorsqu'on invoque cette solidarité pour masquer les conséquences d'une politique irresponsable et pour servir de prétexte pour aggraver l'impôt des petits et moyens contribuables.

Si, comme le disent les Organisations agricoles, le dégât sécheresse représente 9 milliards bruts....., cela fait 0,5 % du produit national brut. Ce n'est pas négligeable, mais rien ne saurait justifier sauf, les Syndicalistes l'ont dit ce matin, peut-être une manoeuvre qui consiste, par ce biais, à faire que se dressent contre les agriculteurs tous les autres contribuables français."

Dans la Drôme, la sécheresse de l'année 1976 s'est manifestée par un net déficit pluviométrique étendu du début de l'année jusqu'à la fin de l'été.

L'insolation importante et le vent du nord, s'ajoutant à ce déficit pluviométrique, ont entraîné une forte diminution des écoulements d'eau et de la ressource en eau du sol.

L'agriculture de ce Département se caractérise par une faible dimension et une grande diversité des exploitations.

Dans la Vallée-du-Rhône et les plaines voisines, l'agriculture se trouve être en compétition avec d'autres activités (voies de communication, Villes en expansion ou industrie légère) et on reconnaît dans l'Est du Département les conditions difficiles d'existence de l'agriculture de montagne.

Toutefois, on doit mentionner l'importance des productions hors-sol, notamment les pintadeaux, poulets, dindes et lapins.

Bien que la proximité du Rhône rende l'irrigation facile dans la Vallée, la sécheresse a eu des conséquences non négligeables sur les productions animales de la Drôme.

La production laitière bovine accuse un déficit de 4 % dû à la sécheresse, alors qu'une désorganisation des marchés de viande bovine et ovine s'est manifestée, en même temps qu'une décapitalisation certaine des éleveurs.

Il semble que les productions hors-sol aient été moins tributaires de cet aléas climatique, bien qu'indirectement atteintes par une augmentation de leurs coûts de production découlant d'une augmentation du coût des aliments du bétail.

Ces conséquences - non négligeables - apparaissent bien dans le bilan fourrager du Département qui est en déficit de 15 millions d'unités fourragères, alors que ce bilan est nettement positif en année normale.

Malgré la difficulté de chiffrer le manque à gagner et la perte dus à la sécheresse dans le bilan d'une exploitation, l'aide gouverne

mentale nous paraît avoir été inefficace pour combler ce "trou" de trésorerie et, dans tous les cas, le revenu des agriculteurs pendant l'année 1976 aura encore sans doute baissé, malgré les promesses du Gouvernement.

Les effets de cette aide furent dissemblables selon qu'elle s'adressait aux petits éleveurs ou à un exploitant modernisé.

L'aide du Gouvernement a été distribuée : soit sous forme de subventions à l'unité de gros bétail (U. G. B.) dans la limite des 30 U. G. B., soit sous forme de prêts bonifiés du Crédit Agricole.

On a constaté que la subvention à l'U. G. B. a surtout profité aux petits exploitants, alors que les prêts à taux bonifiés ont été accordés surtout à des exploitations plus rentables, de plus grande taille et dotées de moyens techniques plus modernes.

Par ce biais, la politique agricole du Gouvernement s'est trouvée logiquement reconduite vers la disparition des petits éleveurs et vers une augmentation de la mainmise sur les éleveurs modernisés et "intensifiés", par le Crédit Agricole, du fait de l'augmentation de leur endettement.

- C O N C L U S I O N S -

Dans la Drôme, la sécheresse de l'année 1976 s'est manifestée par un net déficit pluviométrique, étendu du début de l'année jusqu'à la fin de l'été. L'insolation importante et le vent du Nord s'ajoutant à ce déficit pluviométrique ont entraîné une forte diminution des écoulements d'eau et de la ressource en eau du sol.

L'agriculture de ce Département se caractérise par une faible dimension et une grande diversité des exploitations. Dans la Vallée-du-Rhône et les plaines voisines, l'agriculture se trouve être en compétition avec d'autres activités (voies de communication, Villes en expansion ou industrie légère), et on reconnaît dans l'Est du Département les conditions difficiles d'existence de l'agriculture de montagne.

Toutefois, on doit mentionner l'importance des productions hors sol, notamment : les pintadeaux, poulets, dindes et lapins.

Bien que la proximité du Rhône rende l'irrigation facile dans la Vallée, la sécheresse a eu des conséquences non négligeables sur les productions animales de la Drôme.

La production laitière bovine accuse un déficit de 4 % dû à la sécheresse, alors qu'une désorganisation des marchés de viande bovine et ovine s'est manifestée, en même temps qu'une décapitalisation certaine des éleveurs. Il semble que les productions hors sol aient été moins tributaires de cet aléas climatique, bien qu'indirectement atteintes par une augmentation de leur coûts de production (découlant d'une augmentation du coût des aliments du bétail). Ces conséquences, non négligeables, apparaissent bien dans le bilan fourrager du Département qui est en déficit de 15 millions d'unités fourragères, alors que ce bilan est nettement positif en année normale.

Malgré la difficulté de chiffrer le manque à gagner et la perte due à la sécheresse dans le bilan d'une exploitation, l'aide gouvernementale nous paraît avoir été inefficace pour combler ce "trou" de trésorerie et, dans tous les cas, le revenu des agriculteurs pendant l'année 1976 aura encore sans doute baissé, malgré les promesses du Gouvernement.

Les effets de cette aide furent dissemblables selon qu'elle s'adressait aux petits éleveurs ou à un exploitant modernisé.

L'aide de l'Etat a été distribuée soit sous forme de subventions à l'unité de gros bétail (U. G. B.) dans la limite des 30 U. G. B., soit sous forme de prêts bonifiés du Crédit Agricole. On a constaté que la subvention à l'U. G. B. a surtout profité relativement aux petits exploitants, alors que les prêts à taux bonifiés ont été accordés surtout à des exploitations plus rentables, de plus grande taille et dotées de moyens techniques plus modernes. Par ce biais, la politique agricole du Gouvernement s'est

trouvée logiquement "reconduite" vers la disparition des petits éleveurs et vers une augmentation de la mainmise sur les éleveurs modernisés et "intensifiés" par le Crédit Agricole du fait de l'augmentation de leur endettement.

C'est finalement l'impôt que choisit le Gouvernement pour financer l'aide aux agriculteurs touchés par la sécheresse et il sera aussitôt surnommé : "L'IMPOT SECHERESSE".

Cette manoeuvre s'inscrit dans la politique de lutte contre l'inflation (en freinant la consommation des salariés par une ponction sur leurs revenus) et dans la conjoncture d'austérité que prônait le Premier Ministre de l'époque : M. BARRE. Par ailleurs, de manière à peine dissimulée, cette manoeuvre visait à affaiblir les revendications paysannes, en isolant les agriculteurs.

La sécheresse aura été un révélateur exemplaire de l'incapacité des Syndicats et Partis de Gauche à lier correctement leur lutte contre le Plan BARRE, avec une lutte pour une juste indemnisation des agriculteurs : ceux-ci peuvent donc s'interroger, à juste titre, sur la capacité des Partis de Gauche à analyser les luttes des agriculteurs en ce qu'elles ont de spécifiques, pour les associer et non les soumettre aux actions des autres catégories sociales, les salariés notamment.

Vu :

LE DIRECTEUR

de l'École Nationale Vétérinaire de Lyon,

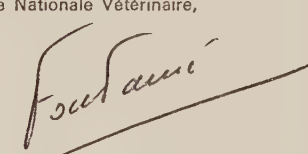


Vu :

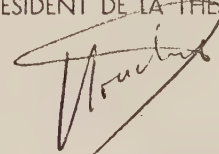
LE DOYEN,

LE PROFESSEUR RESPONSABLE

de l'École Nationale Vétérinaire,

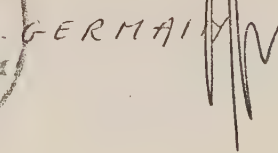
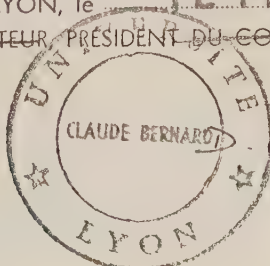


LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,



Vu et permis d'imprimer

LYON, le 12 MAI 1978 19
LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ LYON I



- B I B L I O G R A P H I E -

- Agriculture drômoise - JUIN 1977
Article : "Versement des indemnisations sécheresse dans la Drôme"
- Agriculture et Monde Rural - SEPTEMBRE 1976
(Région Rhône-Alpes - Mission Régionale)
- A. P. L. Paysans
N° 131 du 25 AOUT 1976
N° 132 du 8 SEPTEMBRE 1976
N° 159 du 30 MARS 1977
N° 163 du 27 AVRIL 1977
- Dossier A. P. L. Paysans - N° 174-175 de JUILLET 1977
"Sécheresse 1976 ; une affaire politique"
- Arrêté préfectoral n° 6076
- Atlas Rhône-Alpes - Volume 1 (Editions et Imprimerie du Sud-Est
46, rue de la Charité LYON 2ème)
- Circulaire conjointe du Ministre de l'Agriculture et du Ministre de l'Economie et des
Finances du 25 NOVEMBRE 1976
- Collectif budgétaire du 22 SEPTEMBRE 1976
- Note du 22 SEPTEMBRE 1976 du Ministère de l'Agriculture
"Aide exceptionnelle aux agriculteurs victimes de la sécheresse"
Complément d'information de l'A. P. C. A. du 23 SEPTEMBRE 1976
- Chambre d'Agriculture de la Drôme :
Service d'utilité agricole et de développement..... JUILLET-AOUT 1976
"Les potentialités de l'irrigation"
Rapports sur la situation économique dans le Département
Novembre--Décembre 1976 ; Mai--Juin 1977 ; Année 1977
- Délibérations du Conseil Général : 3ème session extraordinaire de 1976, du 27 AOUT 1976
"Examens des problèmes agricoles du Département consécutifs à la sécheresse"
- Direction Départementale de l'Agriculture :
Service de statistique annuelle..... Etat VI de 1976
Aides-mémoires sur l'économie agricole de la Drôme (2ème et 3ème éditions)
Rapport présenté par le Directeur Départemental de l'Agriculture au Conseil
Général de la Drôme le 27 AOUT 1976

- Le Monde du 14 SEPTEMBRE 1976

Le Monde des 19 et 20 SEPTEMBRE 1976

- Mission Interministérielle de l'Eau

La Sécheresse en 1976 : Aspects climatologiques

Conséquences

Actions administratives

Propositions

- Revue de l'Industrie Française de l'Alimentation Animale de 1976

- Revue S. C. E. S. S. de JANVIER 1975 : Etudes statistiques du Ministère de l'Agriculture

- Station Météorologique - Aéroport - 26200 MONTELMAR

"Hauteurs mensuelles et annuelles de précipitations en 1976, pour l'ensemble du réseau climatologique de la Drôme"

- Vent d'Ouest : N° 75 - AOÛT 1976

N° 76 - SEPTEMBRE 1976

N° 77 - OCTOBRE 1976.

